



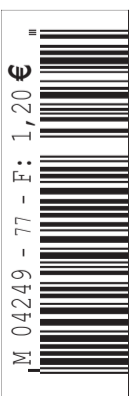
COLÈRE INTACTE POUVOIR DISCRÉDITÉ

La phase du mouvement consistant en des journées de grèves et de manifestations contre la réforme des retraites s'achève. Mais la colère contre le gouvernement et les patrons demeure élevée. La résistance pourrait désormais prendre d'autres formes, mais une chose est sûre, ces mobilisations laisseront des traces.

La huitième journée de mobilisation, le 6 novembre, n'a pas été, et de loin, un enterrement, même de première classe. Avec plus d'un million de manifestants contre la réforme des retraites mais aussi contre la politique globale du gouvernement et du patronat, elle confirme une nouvelle fois qu'il n'y pas de résignation. Bien sûr, cette nouvelle

journée de mobilisation a rassemblé moins de monde que la précédente le 28 octobre, elle-même en dessous des manifestations des 12 et 19 octobre. Mais la participation est restée très élevée, très combative et radicale. L'intersyndicale réunie le 8 novembre a décidé d'appeler à «une journée nationale interprofessionnelle de mobilisation par des

actions multiformes», le 23 novembre prochain. Ce nouveau rendez-vous qui aura lieu après la promulgation de la loi par Sarkozy, clôt une phase du mouvement cadencée par les jours de grèves et de manifestations mais surtout marquée par la participation de différents secteurs, des blocages, des actions locales, intersyndicales et interprofessionnelles intenses. **SUITE PAGE 2**



REGARDS
Rwanda, les Français ont été abusés
Page 2



ACTU
Faut-il séparer le social et le politique ?
Page 3



LE NPA EN CAMPAGNE
Réquisitions, une attaque contre le droit de grève. Page 10

Agenda

13 novembre, France Amérique latine, Ivry-sur-Seine. France Amérique latine vous convie à son 40^e anniversaire. Forum-débat : *Le mouvement syndical et social face à la crise : quelle solidarité internationale ?*

17 heures : 40 années de solidarité entre l'Amérique latine et la France. 18h30 : Projection de films et soirée culturelle. RV Espace Robespierre, 2, rue Robespierre. Ivry-sur-Seine (M° 7, Mairie d'Ivry). Entrée libre.

13 novembre, Palestine, Paris. Une mission civile composée de juifs et d'Arabes de France revient de Palestine. Une première restitution se tiendra au CCICP, 21 ter, rue Voltaire Paris 11^e (M° Voltaire).

16 novembre, Société Louise-Michel, Paris. Réunion-débat *Comprendre ce qui se passe à la gauche de la gauche*, organisée par la Société Louise-Michel, avec Irène Pereira. RV à 18h30 au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, Paris 20^e (M° Gambetta ou Ménilmontant).

18 novembre, Tariq Ali, Paris. La Société-Louise-Michel et le Merle moqueur, librairie du 104, vous invitent à une table ronde, animée par Thierry Labica, en présence d'Éric Hazan, d'Olivier Besancenot et de Tariq Ali, à l'occasion de la sortie de son livre, *Obama s'en va-t-en guerre*. RV à 19 heures, à l'Atelier 1 du 104, 104 rue d'Aubervilliers, Paris 19^e (M° Stalingrad ou Riquet).

26 novembre, Retraites, réunion-débat, Nice. Le NPA et les Alternatifs des Alpes-Maritimes organise une 5^e réunion-débat : *Mobilisation retraites, premiers bilans et perspectives. Comment rebondir ? Quels prolongements ? Quelles alternatives ?* RV à 19 heures, hôtel Esatitude, 3, rue de Roquebilière. Nice (arrêt de Tram : Virgile-Barel).

27 novembre, Six Heures pour la Palestine, Evry. Témoignages, débats, musique, extraits de film : *Vivre et Résister en Palestine, Zoom sur les Palestiniens d'Israël, Quelles perspectives pour les deux peuples ?* Témoignages de Palestine et d'Israël avec Jamal Zahalka, dirigeant du Parti Balad, député à la Knesset, Arafat Amro, de l'ONG Kav LaOved, Yaël Lerer, militante et éditrice israélienne. Un Bateau pour Gaza: appel à mobilisation. Exposition, stands associatifs, artisanat palestinien, librairie. RV de 15 heures à 23 heures, Maison des Syndicats, place des terrasses de l'Agora, Evry (RER Evry Courcouronnes).

4 décembre, Forum des résistances dans les services publics, Paris. Le réseau des enseignants du primaire en résistance vous invite à ce Forum. RV de 9 heures à 17 heures, à la Bourse du travail, 3 rue du Château-d'eau (M° Château-d'Eau). Entrée libre.



Colère intacte, pouvoir discrédité

SUITE DE LA PAGE 1

La fin de cette phase est loin d'être celle du mouvement et de la colère sociale qui s'est exprimée depuis plus de deux mois. Si la mobilisation dure depuis si longtemps, c'est que le ras-le-bol de la politique gouvernementale et patronale est général. Il s'est bien sûr exprimé contre la réforme des retraites mais pas seulement. La colère vise aussi la dégradation des conditions de travail, la productivité qui ne cesse d'augmenter, les licenciements, les suppressions de postes, le développement de la précarité, du chômage et des bas salaires. La révolte concerne également les «présumés des riches» qui demandent toujours aux mêmes de se serrer la ceinture alors que les profits explosent et que l'État reverse 32 millions d'euros à Bettencourt, au moment même où les caisses sont soi-disant vides pour nos emplois, nos salaires et nos retraites. C'est tout cela qui a poussé, pendant plusieurs mois, dans la rue et dans les grèves, des millions de salariés, de jeunes, de précaires, de retraités qui ont bien compris que derrière cette nouvelle contre-réforme des retraites, l'objectif de Sarkozy et du Medef est bel et bien de faire payer la crise à la majorité de la population. Il faut noter que ces dernières semaines ont

sonné le réveil de la combativité ouvrière. La mobilisation a permis de tisser des liens extrêmement forts entre des équipes syndicales de différents secteurs, a vu l'arrivée sur le terrain des luttes d'une nouvelle couche du salariat, d'une nouvelle génération. Dans de nombreuses villes, de véritables interpro locales se sont mises en place avec des actions multiformes pour se rassembler, s'adresser à d'autres, sortir de son milieu, de son entreprise. De telles initiatives doivent se poursuivre et permettre de renforcer ces liens précieux pour l'avenir. Bien que les directions syndicales n'aient pas été débordées, que l'intersyndicale n'ait pas organisé l'affrontement mais géré le niveau de la mobilisation, le mouvement a pu exister et être si fort grâce aux équipes syndicales qui en ont été le cœur. En deux mois, l'expérience cumulée est colossale et laissera incontestablement des traces qui peuvent se traduire, dans les semaines qui viennent, par des grèves pour les salaires, les effectifs, les conditions de travail.

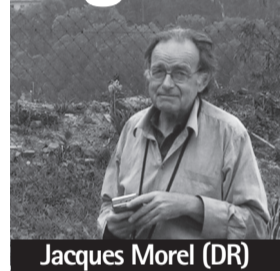
LE MÉPRIS DE SARKOZY

Sans surprise, malgré ce mouvement inédit regroupant des millions de manifestants et de grévistes, Sarkozy est resté droit dans ses bottes

et a imposé sa réforme. Mais cela s'est fait au prix d'un discrédit puissant de sa politique et d'une grande très grande impopularité. Et si, officiellement, il veut continuer à «agir jusqu'au bout», les classes dirigeantes savent désormais à quoi s'attendre dans le cas où elles voudraient faire passer le reste de leurs mesures (coupes claires dans les dépenses sociales, en particulier dans la santé, attaques renouvelées contre les services publics, augmentation des impôts et des cadeaux au patronat, chômage et précarité, etc.). Nul ne peut prévoir les formes que prendra désormais la résistance aux effets de la crise capitaliste. Mais cette résistance ne devra pas attendre 2012 comme certains l'espèrent, car c'est par le rapport de forces, la mobilisation généralisée qu'il sera possible d'imposer nos propres solutions à la crise sur tous les terrains : sociaux, écologiques et démocratiques. À la lumière de ce mouvement, une chose est maintenant acquise : la riposte de classe est de nouveau à l'ordre du jour, de nouveau sur la scène politique.

Sandra Demarcq

regards



Jacques Morel (DR)

RWANDA *les Français ont été mystifiés*

Étranger au petit monde de la «rwandologie», le livre de Jacques Morel *«La France au cœur du génocide des Tutsi»*, poursuit le travail pionnier de J.-P. Gouteux³ sur le soutien de l'État français aux génocidaires. L'ampleur et la précision de sa documentation le rendent indispensable.

Propos recueillis par Julie Giroit

Votre livre s'ouvre sur une citation de Dante : «Vous qui entrez, laissez toute espérance». Quelle espérance le lecteur doit-il abandonner ?

Cette phrase décrit pour le lecteur la situation des Tutsi au Rwanda en 1994. Ils n'avaient plus à espérer de quiconque, ni de l'État, ni de l'Église, ni de la communauté internationale. Les gendarmes chargés de les protéger ont été dans les premiers à tirer sur eux. Quand l'État désigne les victimes par une mention raciale sur les cartes d'identité, qu'il ordonne de les tuer, que ses représentants, chargés de la sécurité des personnes, se mettent à tuer le groupe ainsi désigné, l'on comprend ce qu'est un génocide.

L'Église catholique a aussi participé aux tueries. L'idéologie du génocide vient d'elle pour une grande part. La fable des Tutsi aristocrates venus d'Éthiopie, qui ont envahi le Rwanda et réduit les Hutu en esclavage, a été colportée par les missionnaires. Ils ont déclaré d'abord que les Tutsi étaient d'une race supérieure et les ont privilégiés. Mais quand, dans les années cinquante, l'élite tutsi, sur laquelle se reposaient les colonisateurs belges, songea à l'indépendance et à retirer le monopole de l'enseignement aux missionnaires, ceux-ci, par peur du communisme, renversèrent leur alliance et se mirent à soutenir un mouvement raciste hutu, qui se livra à des massacres à partir de 1959. Il n'y avait pas plus à espérer des organisations internationales, qui, quoique bien informées, se sont bouchés les yeux. Quant à la France, elle a soutenu les tueurs tout au long.

Comment éclairer le plus grand nombre quand les élites sont si imperméables aux faits ?

En France, l'affaire est un secret d'État. Tant les politiciens de gauche que de droite sont impliqués. Donc on se tait. L'information touchant au Rwanda est contrôlée par l'armée. Des publicistes sont chargés de détourner l'accusation sur les États-Unis, l'ONU ou le FPR (Front patriotique rwandais) qui a mis fin au génocide. La politique étrangère n'est pas discutée, le déclenchement d'opérations militaires ne dépend que d'un seul homme, le président de la République. Habilité à déclencher la frappe nucléaire, il jouit du droit de faire mettre à mort, fût-ce par des fusils, des grenades ou des machettes, des centaines de milliers d'hommes. Il faudrait que le citoyen puisse savoir ce qui a été fait en son nom. Les médias ne devraient pas être sous le contrôle de l'exécutif ou des fabricants d'armes. La politique africaine de la France devrait cesser de reposer sur l'envoi de militaires qui maintiennent au pouvoir des criminels à la botte de Paris.

L'impunité totale des auteurs de crimes coloniaux est un sérieux obstacle, selon vous, à la mise en cause des complices français du génocide. Comment le lever ?

Cette impunité repose sur un mépris, un racisme, inscrit dans notre culture depuis le Code noir ou même les croisades. La III^e République s'est taillé un empire colonial en taisant les massacres commis au nom d'une prétendue mission civilisatrice. L'impunité sert aussi des intérêts économiques : n'est-ce pas grâce aux massacres perpétrés par les

capitaines Voulet et Chanoine, qu'Areva exploite l'uranium du Niger à vil prix ?

Il n'y a pas de recours contre ces crimes du passé. Sauf pour le Rwanda. Puisque le crime de génocide a été introduit dans le code pénal en mars 1994, il est juridiquement possible de demander aux dirigeants français de rendre des comptes devant un tribunal. Certains d'entre eux sont toujours aux commandes de l'État. Il faudrait au minimum qu'ils soient écartés et que des réparations soient versées aux survivants. Il faudrait aussi permettre l'accès aux archives de l'exécutif et ne pas le réserver aux seuls historiens.

Quelles questions vous posez-vous encore ?

Il y a en France un enchaînement sans fin des crimes d'État. C'est parce que les crimes commis en Algérie sont restés impunis que le génocide a été possible au Rwanda. Un homme symbolise ce lien. Il a commencé à la Cagoule, est passé par Vichy puis a couvert l'élimination des patriotes algériens, c'est Mitterrand. Il a su fédérer la gauche, arriver à l'Élysée, et en 1994 au Rwanda faire tuer quatorze fois plus de Tutsi que son ami Bousquet avait fait tuer de juifs. Quand les Français admettront-ils qu'ils ont été mystifiés ?

1. L'expression est du préfacier, José Kagabo.
2. Jacques Morel, *La France au cœur du génocide des Tutsi*, Izuba/L'Esprit Frappeur, 2010.
3. Jean-Paul Gouteux, *La Nuit rwandaise*, Izuba/L'Esprit Frappeur, 2002.



Jacques Morel avec une rescapée du génocide devant les ruines de l'église de Nyange (Kibuye) détruite au bulldozer sur l'ordre de l'abbé Seromba et de quelques autres. 2 000 Tutsi y furent exterminés, le 16 avril 1994. (DR)

Faut-il séparer le social et le politique ?

À la gauche du PS, le débat concernant les rôles respectifs des syndicats et des partis politiques, revient de manière récurrente.

L'ensemble des forces politiques à la gauche du PS se sont impliquées dans le mouvement. C'est évidemment très positif. Mais disons qu'il n'y a pas eu, pour le moins, d'intervention unifiée de ces forces. Le débat ne porte pas tant sur le fond de la réforme que sur la division traditionnelle entre le social et le politique.

Côté Lutte ouvrière, la prudence fut de mise. Le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne s'est pas positionnée comme la pointe avancée du mouvement pour la grève générale reconductible. Sans doute faut-il y voir d'abord les conséquences d'une analyse extrêmement pessimiste des rapports de forces, et peut-être d'un mode de fonctionnement qui empêche une réelle réactivité face à une situation aussi surprenante. Mais cela s'est traduit dans les faits par un net retard à l'allumage, une certaine modération dans les slogans et, sur le terrain, un pied sur le frein. Cela a conduit à une absence de critique du dispositif mis en place par l'intersyndicale, ou de volonté de le bousculer.

Le Front de gauche n'est pas apparu avec un profil uni dans le mouvement. Cela dit, le rapport aux directions syndicales constituait un point commun du discours du PCF et du PG. Les deux partis se sont prononcés explicitement pour un soutien acritique aux directions syndicales. Évidemment, et notamment dans un mouvement qui a longtemps été ascendant, et dans lequel l'unité syndicale a constitué un élément

décisif, il n'était pas question de faire de la critique des organisations syndicales le point central ou essentiel de l'argumentation, sauf à défendre une orientation de fait défaitiste. Mais la discussion n'est pas seulement tactique. PCF et PG défendent une division des tâches profondément ancrée dans le mouvement ouvrier français : aux syndicats la rue et les mobilisations sociales, aux partis le champ institutionnel et les élections. C'est contestable à plusieurs niveaux. Il est indéniable que le rythme et les modalités imposées par le cadre intersyndical et notamment l'alliance CGT-CFDT ont pesé sur le mouvement : l'absence de consignes unifiées en termes de grève reconductible a rendu difficile la convergence dans le temps des initiatives des secteurs qui se lançaient, tout cela compliquant singulièrement la perspective d'un mouvement gréviste d'ensemble. Cela ne signifie pas que la grève générale fut à portée de main, les choses sont à l'évidence un peu plus compliquées. Mais cela mérite discussion.

AUTONOMIE DES SYNDICATS

L'indépendance syndicale est un acquis qu'on ne peut remettre en cause : c'est au sein des syndicats que se décide l'orientation

syndicale. Cela n'empêche pas les partis politiques d'avoir un point de vue sur la stratégie que les organisations syndicales mettent en œuvre. De même, il n'y a pas de champ de compétence réservé, la preuve en est à nouveau faite dans ce mouvement qui voit partis et syndicats s'opposer à la réforme des retraites. Mais la séparation en termes de terrain d'intervention est également artificielle. Le NPA défend l'idée d'une politisation par le biais même des mobilisations comme expériences politiques fondamentales, démontrant la force collective des salariés en lutte, dans des cadres le plus possible auto-organisés. De ce strict point de vue, le fait d'attribuer aux uns la conduite des mobilisations et aux autres la conduite des échéances électorales est absolument mortifère. C'est pourtant bien ainsi que Jean-Luc Mélenchon a argumenté tout au long

du mouvement, puisqu'au soutien sans faille à la ligne Thibault (alors même que le débat sur la stratégie à mener traverse tout le mouvement syndical) s'est ajoutée la proposition d'un référendum. Et loin d'être présenté comme un complément des grèves, il venait plutôt en substitut, en débouché, avec l'idée qu'il faudrait bien laisser à un moment donné la place aux partis et au jeu institutionnel. La stratégie des grandes confédérations en constitue le symétrique : il fallait à tout prix éviter la crise politique que supposait la poursuite et l'extension du mouvement, et renvoyer de fait aux échéances de 2012.

Des clarifications apparaissent nécessaires, à l'heure où le débat politique avec le mouvement social est absolument fondamental pour l'avenir du projet que porte le NPA.

Ingrid Hayes



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/CLAUDE ROELENS-DEQUIDT)



Par **Dominique Angelini**

G20, ENCORE DE LA POUDRE AUX YEUX

Le 11 novembre devait s'ouvrir le sommet du G20 à Séoul. Ce nouveau club rassemblant pays riches du G8 et émergents, sera présidé pour une année par Sarkozy. Alors que sa cote de popularité est au plus bas en France après le coup de force de la contre-réforme des retraites, le président compte sur ce G20 pour redorer son blason dans la perspective de l'élection présidentielle. Au programme de cette année : la crise monétaire, la volatilité des matières premières et la réforme du FMI. Rien que ça. Avant même que ce programme soit officiellement exposé, les membres du G20 le réfutent. Comme le vice-ministre des Finances russe qui déclarait : « Il vaut mieux se concentrer sur un agenda plus modeste mais avoir des résultats concrets plutôt que d'annoncer 100 projets différents et n'aller au bout d'aucun » ou le vice-ministre des Affaires étrangères chinoise qui préfère appliquer « ce dont nous sommes déjà convenus ». D'autant que parler de réformer le système monétaire national au moment où la Fed (Banque centrale américaine) décide d'injecter 600 milliards de dollars dans l'économie et où la Chine ne veut pas entendre parler de réévaluation du yuan, est une fois de plus de la poudre aux yeux. Mais Sarkozy ne vit que par les effets d'annonce et croit qu'il va ainsi gagner ses galons d'homme d'État. En attendant, en Corée du Sud, sept militants philippins pourvus de visas ont été refoulés à la frontière et plusieurs autres venant d'Asie et d'Afrique n'ont pas obtenu de visas, alors qu'ils désiraient participer au contre-sommet organisé par des associations altermondialistes. Comme le déclarait le philippin expulsé Josua Mata : « Rien ne démontre mieux la vraie nature du G20 qui en même temps qu'il retient et expulse des activistes du Sud, se prépare à avoir un dialogue privilégié avec les plus grands PDG du monde. [...] le G20 est antidémocratique et ne s'intéresse pas à améliorer la vie quotidienne des gens ».

Au cours de la présidence française, se dérouleront un sommet du G8 à Nice, en juin, et un du G20 en novembre prochain. À cette occasion des mobilisations d'ampleur seront organisées par un collectif auquel le NPA participe, à l'image des manifestations qui ont rassemblé près de 40 000 manifestants à Séoul, dimanche 7 novembre.

leur monde...

Le pays des droits de l'homme.

Qu'on se le dise, la France est depuis toujours la patrie des droits de l'homme. C'est ce que répètent à l'envi Besson lorsqu'il expulse les Roms et les sans-papiers, Hortefeux lorsque la police matraque et gase les manifestants (avec ou sans badges de la CGT), et bien sûr Sarkozy pour lequel les droits de l'homme se confondent souvent avec le droit de propriété des riches et celui de ne pas payer d'impôts. La semaine dernière, donc, le président du pays des droits de l'homme recevait celui de la Chine. Tapis rouge à la descente de l'avion, Carla Sarkozy sur un pied courbé afin de ne pas dépasser les petits présidents et beaucoup de forces de l'ordre pour faire respecter le droit de ces hommes à se rencontrer tranquillement. Il faut dire que la tâche était ardue. Hu Jintao avait modérément apprécié la rencontre de Sarkozy avec le Dalaï Lama en 2008. Le président français

avait même menacé Pékin de ne pas assister à la cérémonie d'ouverture des JO si la Chine ne revoyait pas sa politique au Tibet. Hu Jintao avait bien entendu tremblé de tous ses membres et avait évacué le Tibet sur le champ. Ou plutôt, n'avait absolument rien à faire des rododomtades de Sarko, n'avait rien changé à sa politique et s'était brouillé avec la « France ». Sarkozy, penaud, se rendit à Pékin et jura qu'on ne l'y reprendrait plus. Donc, exit le Tibet. Mais le président français a bien retenu la leçon et lorsque le prix Nobel de la paix a été attribué à Liu Xiaobo qui purge une peine de onze ans dans les geôles chinoises, il s'est abstenu de toute réaction. Un prix Nobel ? Ah, personne ne me l'a dit. Mais rassurons-nous, Sarkozy a parlé avec Hu Jintao de tous les sujets, sans tabous, ajoutant : « il y a beaucoup de différences entre les Chinois et les Français ». Euh, pas tant que ça en réalité. Ainsi, des militants de

Reporters sans frontières qui avaient réussi à se placer sur le parcours du défilé et à ouvrir leur parapluie où était inscrit le nom du prix Nobel, se sont fait dégager vite fait par la police tout comme celui qui a osé brandir un panneau pour le Tibet libre. En tout cas, les dirigeants français se sont auto-congratulés devant la pluie de contrats signés entre la France et la Chine, une pluie de 14 milliards d'euros tout de même. Sauf que même ça, c'est bidon ! Les 102 avions commandés à Airbus pour près de 10 milliards sont la confirmation d'une commande de 2007, tout comme les commandes d'uranium à Areva ou les 2 ou 3 milliards pour Total, qui ne sont qu'une lettre d'intention. Au final, le lèche-bottes de Sarkozy à Hu Jintao n'est encore qu'un tribut payé à sa mégalomanie, car il croit (sérieusement ?) qu'il

pourrait trouver là un allié lorsqu'il sera le super-président du G20.

Esclavage du xx^e siècle. En Grande-Bretagne, David Cameron vient de proposer une mesure qui doit faire rêver Parisot et compagnie : le travail gratuit pour les chômeurs de longue durée. Que devraient-ils faire ? Eh bien, ils réaliseraient des travaux de voirie ou autres pour les municipalités, 30 heures par semaine. Et s'ils refusent ? Leur allocation serait purement et simplement supprimée. Et comme le même Cameron a annoncé, il y a quelques jours à peine, la suppression de 500 000 postes de fonctionnaires, le travail ne manquera pas. Ainsi en est-il des solutions des capitalistes à la crise : suppression des postes payés et réalisation du travail gratuitement par les chômeurs. Le secrétaire d'État au logement français, Benoît Apparu, a trouvé l'idée intéressante !

Congrès d'Alternative libertaire

DU 30 OCTOBRE AU 1^{er} NOVEMBRE, une centaine de congressistes se réunissaient à Angers (Maine-et-Loire) pour le dixième congrès d'Alternative libertaire. Née en 1991, Alternative libertaire se revendique d'un héritage politique défini comme se situant « dans la continuité du mouvement libertaire ouvrier international ». Issue de la fusion entre deux groupes libertaires, le Collectif jeunes libertaires (CJL) et l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL), cette organisation est présente dans une vingtaine de villes en France. L'organisation rassemble aujourd'hui entre 300 et 400 militantEs. Ces militantEs libertaires sont très présentEs dans les luttes sociales : antifascisme, antiracisme, luttes pour les droits des femmes, mouvement des travailleurs sans papiers, solidarité internationale, syndicalisme lutte des classes...

Les débats de ce congrès étaient bien évidemment marqués par le mouvement social contre la réforme des retraites, qui a en partie modifié l'ordre du jour de cette assemblée. Plus largement, les militants d'Alternative libertaire ont réaffirmé leur attachement à la construction d'un projet anticapitaliste et autogestionnaire. Le NPA était invité à ce congrès. Ce fut l'occasion de constater que sur de nombreux points les analyses de nos deux organisations convergent. Lorsque les congressistes abordent le débat « De la crise sociale, économique et écologique à la nécessité d'une rupture avec le capitalisme », l'analyse des causes profondes de la crise et des conséquences sur les travailleurs ne sont pas loin de celles développées dans ces colonnes. Ce congrès fut aussi l'occasion de revenir sur l'une des résolutions du congrès précédent (2008)

qui souhaitait construire partout où cela serait possible des « fronts anticapitalistes ». Cette stratégie a dans l'ensemble été un échec, attribué en grande partie au fait que le NPA portait le même type de projet et a quelque peu « parasité » le leur.

Un autre débat central pour l'organisation concerne son positionnement dans l'espace politique. Il existe un certain tiraillement entre deux visions, qui chacune proposait un texte d'orientation. D'un côté, la priorité mise sur la construction d'un pôle libertaire et anarchistes en privilégiant des liens avec la Coordination des groupes anarchistes (CGA, issue d'une scission avec la Fédération anarchiste en 2002) ou la CNT. De l'autre, l'insertion durable dans ce que certains militants appellent la « gauche de rue », qui intègre au sens large les mouvements sociaux,

acteurs des luttes (ce qui inclut le NPA). Le congrès a tranché dans le sens de cette seconde orientation.

Si de nombreux points d'accord se font jour, il reste un point central : celui de la participation au jeu électoral. Les militants libertaires soulignent l'importance de construire une force extraparlamentaire qui ne soit pas soumise à un calendrier électoral.

Pierre Baton, Joël Goarin

Économies d'échelle pour les vieux impérialismes

Le 2 novembre, à l'occasion du sommet annuel entre la France et l'Angleterre, Nicolas Sarkozy et David Cameron ont signé un accord de coopération militaire. La crise et les déficits budgétaires obligent les vieux impérialismes à s'associer pour tenter de préserver leur place.

Le monde impérialiste n'est plus ce qu'il était, les vieilles puissances ne sont plus que des puissances de seconde zone. Elles n'ont d'autre choix que de tenter de sauvegarder une place à l'ombre des USA et, même pour cela, de s'associer. La grandeur et l'indépendance nationale, les rivalités chauvines, cette comédie faite pour tromper le bon peuple crédule, composent fort bien avec les contraintes financières. L'essentiel est de défendre au mieux les privilèges des castes militaires et, d'abord et avant tout, les profits de l'industrie d'armement.

Londres et Paris prévoient de développer la coopération entre leurs forces armées, leur déploiement conjoint, le partage et la mutualisation de matériels et d'équipements, des procédures d'acquisition en concertation, la construction d'installations communes, l'accès mutuel des deux pays à leur marché de défense, la coopération industrielle et technologique... D'ici fin 2011, un accord sera signé avec Airbus pour la production d'avions de transport militaire A400M, avions de soutien aux deux flottes. Ce « plan de soutien commun permettra de réduire les coûts, d'améliorer la disponibilité des avions et d'ouvrir la voie à une coopération renforcée en matière de maintenance, de logistique et de formation », et de coopérer pour... financer Airbus. Dans le même ordre de préoccupation, les deux États financeront ensemble le développement en commun d'équipements pour les futures générations de sous-marins nucléaires, sous-marins lance-missiles et sous-marins d'attaque. D'ici 2020, la marine française et la Royal Navy disposeront de deux porte-avions à catapulte, un français et un britannique.

En juin prochain, deux brigades de 6 500 hommes chacune, française et britannique réaliseront dans l'est de la France un entraînement commun, l'opération « Flandres ». « Il s'agit de préparer l'après-Afghanistan », dit l'état-major français. Aujourd'hui, les Français sont au nord et les Britanniques au sud. Lors du prochain conflit similaire, nous serons l'un à côté de l'autre. En un mot, préserver les moyens d'intervention des deux impérialismes pour participer au maintien de leur ordre mondial à moindre coût!

Et bien sûr, le complément de cette politique pour maintenir leur domination : l'incontournable lutte contre le terrorisme, la coopération pour la détection précoce des activités terroristes, le partage d'informations, la prévention des menaces terroristes nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques, la sûreté de l'aviation commerciale...

En clair, un accord de brigands pour défendre leurs intérêts et privilèges contre les travailleurs et les peuples.

Yvan Lemaitre



Cherbourg le 7 novembre 2009. 1 500 manifestants ont défilé contre l'implantation d'un terminal charbonnier sur le port de Cherbourg. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

Grenelle de l'environnement, la propagande au secours de la tactique

Trois ans après le lancement du Grenelle de l'environnement, le gouvernement a commandé un bilan d'étape à un comité d'expert.

Bilan satisfaisant pour le gouvernement et très décevant pour les associations écologistes. C'était prévisible et les associations qui à l'époque ont joué le jeu du Grenelle de l'environnement doivent bien le reconnaître aujourd'hui. Dans son contre-rapport¹, le Réseau action climat France souligne que « les petites avancées que le gouvernement affiche ne doivent pas masquer l'absence criante de mesures de rupture, structurantes et réellement efficaces ». Greenpeace, qui avait été bien impliqué dans le processus institutionnel, déclare maintenant que « l'environnement est avant tout une tactique électorale, et l'opportunisme politique de Nicolas Sarkozy sans bornes ». Est-ce une façon pour certaines associations de reconnaître que la méthode de concertation « hors sol » du Grenelle, faisant fi des rapports de forces entre protection de l'environnement, intérêts des salariés et pressions du patronat, n'est pas la bonne façon de faire avancer les causes écologistes?

Le ministère Borloo a fait appel à des personnalités ayant piloté des comités opérationnels du Grenelle pour faire cette évaluation ainsi qu'au cabinet Ernst&Young spécialisé dans le « business environment »

c'est-à-dire le conseil aux entreprises pour augmenter leurs profits. Le ministère a même eu recours à un sondage Ifop plutôt orienté, demandant par exemple aux personnes interrogées si elles pensent que le développement des énergies renouvelables est une bonne chose... score soviétique assuré!

Le bilan fourni est purement quantitatif : parmi les 268 engagements initiaux, 18% sont considérés comme totalement réalisés, 59% en cours de réalisation, 19% engagés mais nécessitant une réorientation ou une remobilisation et 4% devant être revus. Dans les réalisations dites effectives, il y a une longue liste d'installations de comité de pilotage, d'instances de réflexion, d'appels à projets, de signatures de chartes et convention, de créations d'agence. Il faut y ajouter les mesures qui ne sont en fait que des transpositions en droit français de directives européennes. Même l'obtention d'un pseudo-accord international sur le climat à Copenhague est mise au crédit du Grenelle, décidément, il faut oser!

Mais l'analyse sur le fond est évidemment plus critique. Les mesures mises en avant sur l'isolation des logements ne concernent en réalité que les logements neufs qui ne représentent chaque année

que 1% du parc français. Il faut également dénoncer ce qui figure dans les « acquis » du Grenelle comme la relance des grands projets d'infrastructures sur les lignes à grande vitesse, le canal Rhin-Rhône², l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique). Sans parler de la promotion des agrocarburants, des énergies fossiles et du nucléaire. Autant de projets écoprédateurs que le rapport cherche à verdir de manière grossière. Une des mesures législatives prévoit qu'en matière d'infrastructures, les décisions non respectueuses de l'environnement devront apporter la preuve qu'une décision alternative plus favorable à l'environnement est impossible à un coût raisonnable. Mais ce « coût raisonnable » sera-t-il pour les capitalistes ou pour les générations futures?

Laurence Lyonais

1. Réseau action climat France www.rac-f.org
2. Projet controversé de mise en gabarit de la Saône et du Doubs ayant de fortes conséquences hydrauliques et écologiques.

À lire : Grenelle de l'environnement, l'histoire d'un échec de Stephen Kerchove, éditions Yves Michel. Grenelle de l'environnement, la supercherie écologique de Jean Christophe Mathias, éditions Sang de la terre.

Malgré le chantage, le Pasok est désavoué aux élections



Athènes, mobilisation contre le maire à propos de l'état de saleté de la capitale. (ASSOCIATION «SÉXARCHEIA : PRENONS LE QUARTIER ENTRE NOS MAINS»)



Paris, le 16 octobre. En marge de la conférence anticapitaliste européenne, Petros Constantinou, représentant du SEK, assiste à la manifestation pour les retraites. (PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

GRÈCE. Les élections municipales et régionales qui viennent de se dérouler sont une défaite tant pour le Pasok que pour la droite. Le Parti communiste se maintient et l'extrême gauche progresse. L'enjeu est aujourd'hui de réussir l'unité chez les anticapitalistes.

Après des sondages montrant une très forte abstention au détriment de son parti, le chef du Pasok a transformé les enjeux deux semaines avant les élections : il ne s'agissait plus d'un simple scrutin local, comme il voulait le faire croire jusqu'alors – en valorisant sa loi «Kallikratis» de fusion antidémocratique de municipalités et de régions – mais d'un vote de confiance à sa politique. Il n'a donc pas hésité à utiliser des arguments comme les manœuvres «des groupes d'intérêts que nous avons frappés avec nos réformes». Or, les seuls à avoir été durement touchés par les réformes, ce sont bien sûr les jeunes et les travailleurs ! Papandreou a finalement menacé d'organiser de nouvelles élections législatives en décembre, ce qui a convaincu une partie de ses électeurs de se rendre aux urnes. Néanmoins, il s'agit bien d'une défaite du Pasok : le record d'abstentions (40%) joue d'abord contre lui. Ainsi aux régionales d'Attique (un tiers des électeurs de Grèce), il perd environ 500 000 voix et 24% comparé à octobre 2009. S'il devrait être élu au premier tour (les décomptes ne sont pas terminés) comme prévu en Crète ou en Égée du sud, ce n'est pas le cas en Grèce de l'ouest où il enregistre une baisse de 9% et de 100 000 voix ! Au total, il perd environ 1 million de voix par

rapport à octobre 2009 (sur 9,5 millions d'électeurs inscrits et 5,8 de votants). Et il risque gros au second tour, une partie de la gauche appelant à condamner et la droite et le Pasok, aux régionales comme aux municipales. Malgré la présentation avantageuse des résultats par son chef, Samaras, la droite ne profite en rien du désaveu. Dans bien des régions, elle perd en pourcentage et en voix (Attique : perte de 7% et de 24 000 voix) et le maire d'Athènes pourrait perdre au second tour.

L'EXTRÊME GAUCHE EN HAUSSE

Le KKE (PC grec) est le parti présenté comme gagnant par rapport à 2009. Il est vrai que son discours aux accents anticapitalistes peut séduire mais dans le même temps, il polémique avec le Pasok sur qui est le plus patriote ! S'il obtient 11% des voix au niveau national, au lieu de 7,5% en 2009, cela est aussi dû à la forte abstention dont il pâtit moins que le Pasok. Ainsi, en Attique par exemple, il recueille 14,4% des voix au lieu de 10,2, tout en perdant 10 000 voix. C'est dans la gauche radicale et anticapitaliste qu'il faudra très vite tirer des enseignements concrets des résultats : Syriza confirme sa situation d'éclatement entre la ligne du Synaspismos qui

soutenait, en Attique, un ex-cadre du Pasok (6,2%, -0,6% mais surtout défaite par rapport aux espoirs de recueillir plus de 10% des suffrages) et celle de certains groupes révolutionnaires en son sein, qui soutenaient l'ex-dirigeant du Synaspismos, Alavanos (2,1%). De plus en plus de voix s'élèvent pour clarifier une situation devenue invivable. Or, la bonne surprise des élections est venue des scores d'Antarsya, la coalition anticapitaliste d'extrême gauche (0,5% en 2009). Présente dans onze régions sur treize, elle obtient sept élus (un en Attique avec 2,3%) et quelques bons scores municipaux, dans la région athénienne ou à Iannina. Aux régionales, elle recueille environ 93 000 voix pour un pays six fois moins peuplé que la France. Travailler à regrouper les anticapitalistes, pousser à des mobilisations unitaires en s'adressant aussi au KKE, seront sûrement les tâches prioritaires. Avec deux urgences : les nouvelles mesures contre les travailleurs (suppressions de services publics et licenciements, privatisation de l'éducation nationale...) mais aussi la bataille antiraciste : un groupuscule néonazi a obtenu 5,2% à Athènes, avec 20% dans certains quartiers.

Andreas Sartzekis

Des élections ni justes ni libres en Birmanie

Dimanche 7 novembre, pour la première fois depuis vingt ans, les Birmans étaient appelés aux urnes pour élire les représentants de trois assemblées (nationale, du peuple et régionale). Les dernières élections en 1990 avaient été remportées haut la main par la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), parti formé deux ans plus tôt par l'opposante birmane Aung San Suu Kyi. Mais la junte militaire au pouvoir avait refusé d'en reconnaître le résultat.

Ces nouvelles élections ne constituent malheureusement pas un transfert de pouvoir vers un gouvernement civil et le retour à la démocratie. Le Conseil d'État pour la paix et le développement (SPDC – nom officiel de la junte) a tout mis en œuvre pour remporter les élections et conserver le pouvoir.

En premier lieu, il a fait voter une nouvelle Constitution en 2008 qui assure aux militaires 25% des sièges dans les Assemblées nationale et du peuple. Pour se présenter au suffrage universel, chaque candidat devait s'acquitter d'environ 500 dollars non recouvrables (un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté). Seuls deux partis proches du gouvernement, le Parti de l'union pour le développement et la solidarité (USDP) dirigé par le Premier ministre Thein Sein et le Parti de l'unité nationale (NUP – anciennement Parti du programme socialiste de Birmanie fondé par le dictateur Ne Win, en 1974) étaient en mesure de se présenter à l'échelle nationale. À eux deux, ils ont présenté trois fois plus de candidats que les 35 autres partis réunis. Cela leur garantit une large majorité dans les différentes assemblées. En effet, selon le système électoral à un tour, le vainqueur est le candidat qui obtient le plus de suffrages, indépendamment du taux de participation et, dans les circonscriptions où il n'y a qu'un candidat, celui-ci est déclaré élu sans que des élections soient tenues.

Parmi les partis d'opposition, seuls trois avaient les moyens de se présenter dans un nombre non négligeable de circonscriptions : le Parti démocratique des nationalités Shan, le Parti démocratique dirigé par l'opposant Thu Wai et la Force démocratique nationale. Ces élections ont aussi vu un regain de tensions avec des groupes ethniques (un tiers de la population est non birmane). Le 16 septembre, la commission électorale annonçait que les élections ne seraient pas tenues dans plus de 3 400 villages contrôlés par des groupes ethniques représentant 1,5 million d'électeurs. Les résultats officiels des élections ne seront vraisemblablement connus qu'en milieu de semaine, mais personne ne pense sérieusement que ces élections ni justes ni libres apporteront des changements significatifs dans les mois à venir. Au niveau international, certains États voudraient faire croire que l'élection de parlementaires permettra des changements progressifs vers la démocratie. Ils verraient d'un bon œil la fin des sanctions et la possibilité d'investir dans le pays. Mais la junte militaire va continuer de faire tourner l'économie à son propre profit et au détriment de la population birmane dans son ensemble même après la mise en place d'un gouvernement «civil».

Le mouvement pro-démocratie birman est resté divisé par la question de savoir s'il fallait boycotter ou non les élections quand il ne fait aucun doute que le grand vainqueur sera encore la junte au pouvoir.

Danielle Sabai

en bref...

États-Unis, la débâcle des démocrates. Comme prévu, les démocrates ont subi une cuisante défaite aux élections du 2 novembre. Ils perdent largement la majorité à la Chambre des représentants mais réussissent à garder une petite majorité au Sénat. L'électorat populaire avait voté en 2008 pour Obama en réaction à la politique de Bush. Aujourd'hui, les démocrates sont sévèrement sanctionnés car cette base populaire est démolie devant l'incapacité du pouvoir à sortir le pays de la crise économique et sa capitulation devant toutes les obstructions de républicains. Obama va devoir cohabiter avec les républicains. Toutes les promesses de réformes progressistes sont abandonnées. Ainsi, la très timide réforme de santé d'Obama risque de ne jamais voir le jour, la promesse de loi sur le changement climatique d'être enterrée comme

celle de la fermeture de Guantanamo ou les engagements de retrait d'Afghanistan. Le changement ne viendra pas des deux grands partis représentant le capital que sont les démocrates et les républicains.

Tchernobyl sur rails. Les 5 et 6 novembre, un convoi de onze conteneurs de déchets radioactifs allemands «retraités» parti de La Hague a traversé douze départements français en direction du centre d'enfouissement ultime de Gorleben en Allemagne. C'est la douzième année qu'un tel convoi circule, mais c'est le plus important jamais organisé : sa radioactivité est plus du double de celle émise lors de la catastrophe de Tchernobyl. Si en France, la mobilisation n'est pas passée inaperçue, elle est restée limitée. En face, des moyens énormes sont mis au service d'Areva, tant en personnel SNCF que policier. L'opacité est de

mise, les élus des communes traversées ne sont pas mis au courant du passage de ce convoi à haut risque, le trajet change au dernier moment pour contourner les nœuds de contestation. En Allemagne, la mobilisation antinucléaire est d'une toute autre ampleur. Le gouvernement Merkel veut revenir sur l'engagement de sortie du nucléaire de l'ancienne coalition rose et verte. Après les 100 000 manifestants à Berlin en octobre, 50 000 personnes viennent de se rassembler dans la petite ville excentrée de Dannenberg, gare d'arrivée du transport Castor. L'organisation impressionnante des antinucléaires dépasse encore le degré atteint lors du sommet des chefs d'État du G10 d'Heiligendamm en 2008. Les bloqueurs ont imaginé une multitude d'actions, dont la plus spectaculaire est l'enlèvement du ballast soutenant les rails. Des

milliers de personnes s'activent dans les prés et les bois bordant la voie ferrée. Les 16 000 policiers mobilisés utilisent tous les moyens pour freiner les antinucléaires : canons à eau, bombes au poivre, matraques, etc., provoquant de nombreux blessés dans les rangs des manifestants. Il s'agit là d'une des mobilisations les plus importantes de ces vingt dernières années. Bien qu'elle déborde souvent le cadre strict de la légalité, cette «résistance citoyenne» trouve un large soutien. Le parti Vert, support de l'ordre établi, veut y trouver l'occasion de se refaire un profil contestataire. L'ensemble des forces de la gauche radicale est là aussi avec la jeunesse lycéenne et étudiante. Avec l'opposition de masse au projet de nouvelle gare à Stuttgart, la renaissance du mouvement antinucléaire est le phare des nouvelles résistances en Allemagne.

Hôpitaux

Hôpitaux: préparer le rebond

Les hôpitaux ont largement participé à la mobilisation sur la contre-réforme des retraites. Les personnels hospitaliers vivent en effet des conditions de travail pénibles avec l'obligation d'assurer un service public 24 heures sur 24, 365 jours par an, auprès de personnes malades. Ils ont subi des réductions d'effectifs, comme les autres fonctionnaires. Dans les cliniques privées c'est encore pire. L'hôpital-entreprise vide le travail de son contenu en le soumettant aux exigences de productivité et de rentabilité.

Les infirmières se voient proposer par Bachelot un marché de dupes: l'obligation de travailler cinq ans de plus pour une retraite à taux plein en échange d'un reclassement salarial bien mince.

Les hospitalières, qui sont les plus nombreuses, subissent de plein fouet la double peine de la réforme pour les femmes. Aussi, personne n'envisage de prolonger sa carrière.

Autant de raisons d'entrer en lutte, comme le montrent les quelques exemples de ce dossier.

Dans la foulée, le mouvement pourrait rebondir, cette fois sur les embauches et contre les restructurations de la loi Bachelot, dont les effets sont désormais partout visibles.

Tenon bon!



(PHOTO THÉQUE ROUGE/MARC)

Voilà six semaines que l'hôpital Tenon (Paris 20^e) est en grève. Le 27 septembre s'est déclenché un mouvement de ras-le-bol généralisé, initié par les services d'oncologie et rapidement rejoint par les urgences, la dialyse et l'équipe de suppléance. Le même jour, une AG a mandaté l'intersyndicale pour déposer un préavis de grève dans tout l'hôpital.

Depuis le mois d'avril, 97 salariés ont quitté l'hôpital sans être remplacés, et 58 postes d'infirmières restent vacants. Le week-end du 2 octobre, le service des urgences a dû être fermé faute de personnel suffisant. Cette situation s'est répétée le 5 novembre, quand les infirmières des urgences ont fait jouer leur droit de retrait.

Si la direction comptait sur l'épuisement du mouvement (notamment par l'assignation systématique de tous les grévistes), elle a mal jugé l'écœurement du personnel. Des AG presque quotidiennes votent des blocages et des

manifestations de quartier, soutenus par les patients, les médecins, les syndicats, les partis et la population du 20^e. Les travailleurs se sont invités à une réunion organisée à la mairie d'arrondissement, où ils ont montré l'ineptie des plans proposés pour « améliorer » la situation.

L'intersyndicale et les salariés exigent une réponse de la direction centrale de l'AP-HP car ils considèrent que les solutions ne peuvent pas être trouvées au niveau de la DRH locale. Syndicats et personnels sont en train de faire l'état des lieux de tous les services afin d'avoir une réelle projection des postes nécessaires au fonctionnement normal de l'hôpital. Les négociations devraient débuter cette semaine avec le représentant de la DRH centrale.

Hervé, le 6 novembre

1. Direction des ressources humaines.

L'AP-HP

Le projet de l'AP-HP prévoit la fusion de plusieurs hôpitaux de la région parisienne, dans le cadre d'un plan d'austérité lancé par le gouvernement pour la période 2011-2014. Les 37 hôpitaux doivent être regroupés pour en former douze, ce qui implique de fermer et de détruire des services entiers et des hôpitaux, comme Trousseau ou Bichat. La direction compte par cette opération supprimer 4 000 postes d'ici à 2012. Le déficit de l'AP-HP est de 95 millions d'euros, ce qui ne représente que 1,4% de son budget.

Béclère: les conséquences d'une fusion absurde

Depuis le 4 octobre, le personnel de l'hôpital Antoine-Béclère de Clamart (Hauts-de-Seine), qui emploie 1 500 personnes, est mobilisé contre les conséquences du projet de restructuration de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), avec le soutien des syndicats externes (FSU) et des mairies de Clamart et Fontenay. Il est prévu de le fusionner avec les hôpitaux Paul-Brousse (Villejuif) et Bicêtre (Kremlin-Bicêtre), situés dans le Val-de-Marne. Cette fusion sans cohérence médicale menace 102 emplois à Béclère, essentiellement administratifs.

Le personnel s'est mis en lutte avec l'intersyndicale (SUD, CGT, FO) et des assemblées générales (AG) bien suivies ont lieu tous les matins. Il n'y a aucune perturbation dans le service des soins mais les services administratifs sont bloqués, ainsi que l'encaissement des repas au self du personnel.

Selon la comptabilité bureaucratique et libérale imposée par le ministère de la Santé, l'hôpital Béclère est en excédent financier de six millions d'euros pour 2009, contrairement à de nombreux autres hôpitaux de l'AP-HP. Cet excédent est essentiellement dû au fait que l'hôpital est depuis des années en sous-effectif de 120 emplois. Les conditions de travail y sont donc difficiles, si bien que l'hôpital a du mal à recruter. La fusion des trois hôpitaux, en plus de sa lourdeur

administrative, permettra à l'administration de noyer cet excédent artificiel dans le déficit des autres hôpitaux et de faire perdre à l'hôpital Béclère son droit à recruter les emplois manquants.

La lutte a payé car le directeur de l'hôpital a négocié avec les organisations syndicales un protocole qui donne en partie satisfaction au personnel. Si la fusion n'est pas remise en cause, le service financier, la gestion locale administrative, le service de DRH et les laboratoires de Béclère seront conservés et garderont leur autonomie. C'est une victoire qui lève en grande partie, pour l'instant, les inquiétudes.

Mais les salariés sont toujours en lutte car ils veulent négocier les conditions de sortie du conflit alors que la direction cherche à intimider le personnel en le menaçant de sanctions et en refusant de payer des journées qu'elle considère comme des jours de grève. Pourtant, durant tout le conflit, avec le soutien des médecins, le personnel a veillé à ce que tous les soins soient normalement et correctement assurés. La lutte consiste en des AG et des actions de blocage de services administratifs, avec le soutien de syndicats locaux (mini manif, par exemple, des salariés EDF de Fontenay dans le hall de Béclère).

Jacques Radcliff



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JR)

Mantes: m

L'hôpital moderne de Mantes bassin de vie très populaire au Val-de-Marne, du Val-d'Oise et de l'Yveline, a décidé de fermer ce service de coronarographie (cardiologie) renouvelé en 2008 avec l'autocoup plus opérationnel début de développement.

Mais en appliquant avec zèle de l'ARS, l'ancien ministre socialiste, a décidé de fermer ce service effective le 29 octobre) tables, « hôpital-entreprise » et récurrent est de favoriser le (Évecquemont, Évreux) et le directeur est membre de l'Union française la mise en danger de cardiologie, au mépris de la santé aggravant la casse du service Cela donne un cocktail explosif légitime, animée par

en lutte !

(PHOTO THÈQUE ROUGE/FRANCK HOUEATTE)

Rouen: CHU et psy en lutte

Au Centre hospitalier universitaire (CHU) de Rouen, le service des urgences est entré en lutte le premier, à la mi-septembre, avec une grève suivie à 100%. Puis la maternité et une partie de la pneumologie ont décidé de suivre. Partout c'est le même constat, lié au manque d'effectifs: les absences ne sont pas remplacées, le personnel est toujours à flux tendu avec des conditions de travail dégradées, une qualité des soins menacée et les conséquences que l'on devine sur la vie personnelle des agents. Le plan de retour à l'équilibre qui prévoit 177 suppressions de postes (des équivalents temps plein sur trois ans à partir de 2010) a fait déborder le vase.

Devant le ras-le-bol qui s'accumule, l'ensemble des organisations syndicales (SUD, CGT, CFDT, FO, CFTC) se sont réunies en intersyndicale et ont convoqué une AG du personnel le 5 octobre. La grève reconductible a été votée dès le 7 octobre. Ce jour-là, près de 600 personnes se sont mises en grève, un chiffre très honorable pour le CHU. 200 agents ont manifesté dans l'hôpital, envahissant la direction générale et contraignant le directeur à venir s'expliquer. Le mouvement a bénéficié d'un certain relais dans les médias locaux. Afin de tenter de calmer le jeu, le directeur a annoncé le déblocage de 450 000 euros, non reconductibles, pour embaucher des CDD et des intérimaires (une soixantaine sur

trois mois) et permettre aux agents de solder leurs congés et leurs RTT pour la fin de l'année.

Mais le personnel ne décolère pas: en janvier ils se retrouveront dans la même galère, il n'est donc pas question de céder! La grève se poursuit avec chaque jour environ 200 grévistes. Un chiffre qui augmente fortement lors des journées nationales pour les retraites, particulièrement dans certains services: urgences, maternité, réanimation médicale, vaguemestres¹.

La direction gère au coup par coup: toutes les demandes des urgences sont satisfaites, les vaguemestres obtiennent le poste qu'ils souhaitent... La période des vacances, où la grève fléchit un peu, est mise à profit par les grévistes pour mieux cerner les besoins en personnels avec un questionnaire distribué dans les services. Une nouvelle AG le 9 novembre devait faire le point de l'action et envisager de nouveaux temps forts, notamment en liaison avec les personnels de l'hôpital psychiatrique voisin qui connaissent les mêmes problèmes. Une action commune à l'ARS² avec une conférence de presse pourrait voir le jour pour la fin novembre. À suivre...

Correspondant

1. Employé chargé du service postal.
2. Agence régionale de santé.

Hôpital psy du Rouvray

Depuis le début de la mobilisation pour les retraites, les salariés du centre hospitalier du Rouvray, l'hôpital psychiatrique de Rouen, se sont fortement mobilisés, avec un taux de grévistes entre 40 et 45% et des cortèges conséquents de plus de 100 personnes lors des grandes manif. Une intersyndicale CGT-CFDT avait déposé un préavis de grève reconductible dès le mardi 12 octobre, permettant ainsi à des grévistes hospitaliers de se joindre à de nombreuses actions de blocage sur l'agglomération avec les collègues cheminots, du secteur de l'énergie, de la chimie, des postes... La grève reconductible a ensuite été votée à nouveau par quatre AG successives, jusqu'au jeudi 4 novembre. Nous avons régulièrement participé à des opérations de blocages économiques, principalement dans des zones industriels et des

dépôts pétroliers de l'agglomération. Par ailleurs, nous avons continué à aller au devant de nos collègues pas encore mobilisés. Lors de notre dernière AG, nous avons lancé une campagne concernant les moyens à l'hôpital, dans un contexte où la direction toute fraîche de l'ARS recommande de faire de nouveaux efforts pour diminuer la masse salariale. Un premier rassemblement a eu lieu le 4 novembre pour rebaptiser symboliquement l'ARS, « Agence pour le rationnement sanitaire »... Un nouveau rendez-vous est déjà pris pour le jeudi 25 novembre. L'intersyndicale appelle à un rassemblement des salariés hospitaliers et du secteur médico-social particulièrement touchés par les restrictions budgétaires, afin de porter leurs revendications à l'ARS.

Correspondant

Mobilisation exceptionnelle

répond aux besoins d'un aux confins de la Seine-et-Eure. Il s'est doté d'un serdiologie interventionnelle), orisation de l'ARS et beau- 2010, donc en bonne voie

la loi Bachelot, le directeur icaliste de la Santé Claude service le 1^{er} juillet (ferme- sous des prétextes comp- oblige! L'objectif inavoué es cliniques privées du coin groupe privé Fineve (dont le MP), avec comme consé- plusieurs services, dont la anté de la population et en public.

osif de contestation popu- le comité Cœur hôpital

Mantes¹, très actif, qui réunit patients, personnel hospitalier, organisations et élus. Il a déjà obtenu 13 000 signatures à ce jour (plus de 10% de la population, du jamais vu!), de nombreux soutiens d'élus de tous bords, de mairies, du corps médical (jusqu'à l'ancien directeur), de partis politiques (dont le NPA), organisé des rassemblements devant l'hôpital dès la rentrée, une manifestation, etc. Il a surtout la volonté tenace d'obtenir un délai d'essai de dix-huit mois du service de coronarographie afin arriver au nombre d'actes exigé par l'ARS.

Mais il fait face à un mur d'incompréhension et de mépris de la part de l'ARS, avec la complicité de la députée UMP Cécile Dumoulin. Pour ébranler ce mur, d'autres initiatives d'élargissement de la mobilisation sont prévues et le comité est parti pour un combat de longue haleine. Il peut compter sur le soutien actif du NPA!

NPA Val-de-Seine-Yvelines

1. www.coeur-hopital-mantes.fr

Creil-Senlis-Liancourt

Entretien avec Paul Cesbron, ancien chef de service de la maternité de l'hôpital de Creil et fondateur de son comité de défense.

Le 5 novembre à Senlis (Oise), vous avez tenté de rencontrer le directeur de l'ARS, Christophe Jacquet, pour lui parler de la fusion entre les hôpitaux de Creil, Senlis et Liancourt. Comment cela s'est-il passé?

On n'a pas pu lui parler mais on était là pour l'accueillir! Il y avait du personnel CFDT de Senlis, des gens de l'hôpital Paul-Doumer de Liancourt et le comité de défense de l'hôpital de Creil.

Le but était essentiellement de rencontrer les travailleurs de l'hôpital de Senlis, de faire converger nos luttes contre la fusion de ces trois établissements.

La fusion a été votée par le conseil de surveillance, notamment par Jean-Claude Villemain, maire de Creil...

Soyons clairs, il n'y avait pas possibilité, pour le conseil de surveillance et sur le plan réglementaire, d'une opposition réelle sur ce plan. Mais on regrette le vote du conseil de surveillance qui facilite le travail de l'ARS. Surtout au regard des travailleurs de l'hôpital de Creil qui ont le sentiment que si le maire a voté cette convention, c'est sans doute pour le bien de la population...

Pour nous, c'est un recul très dommageable, d'autant plus que nous avons huit membres du conseil sur quinze qui sont membres du comité de défense. Le maire de Creil a pris une décision contraire à ses engagements antérieurs, il a d'ailleurs donné sa démission du comité de défense.

Vous êtes bien soutenus par la population?

Le comité de défense est constitué d'environ 350 adhérents, depuis un peu plus de deux ans d'existence. Cela représente un réel

soutien. On le voit d'ailleurs dans les débats, la population est très attachée à cet hôpital. La difficulté pour nous à Creil, c'est qu'elle n'a pas le sentiment d'une menace réelle contre l'hôpital puisqu'il fait l'objet d'une extension. Cela paraît contradictoire de défendre l'hôpital contre des mains qui n'apparaissent pas clairement.

Un des objectifs du maire de Creil, je pense, est de sauver l'hôpital de Creil en faisant le sacrifice de celui de Senlis. Mais il est parfaitement conscient que la disparition de l'hôpital de Senlis va laisser le terrain libre au secteur privé. Une opération de privatisation importante fragiliserait l'hôpital de Creil lui-même, qui connaît déjà de réelles difficultés. D'une part, le manque de lits; les urgences sont en permanence en surcharge. D'autre part, le personnel est extrêmement serré et doit même être réduit.

Comment se positionne le maire UMP de Senlis, Jean-Christophe Canter?

Il a une position très faible sur le plan politique. Son nom apparaît en permanence dans des affaires pas claires... Il était opposé à la fusion mais il l'a laissée se faire, théoriquement réduite à la fusion administrative des deux hôpitaux. Il s'agissait évidemment d'une stratégie de dissimulation de la part de l'ARS qui disait ne vouloir fusionner que les administrations. Donc ceux qui sont en situation de faiblesse disent que ce n'est pas très grave. Mais on sait bien que, dans toute la France, toutes les fusions administratives sont le point de départ d'une fusion des services d'hospitalisation.

Propos recueillis par Gilles Pagaille et Iris Ben



(PHOTO THÈQUE ROUGE/GP)

Les « Marchant » de Toulouse

À l'hôpital Marchant de Toulouse, après trois semaines de grève avec piquet et campement à l'entrée, les salariés viennent de remporter une première victoire. La veille, la poursuite de la lutte avait été votée par référendum à 92% avec plus de 400 votants.

Les revendications des Marchant sont centrées sur le manque de personnel et la souffrance qui en résulte pour les soignants et les patients. Elles incluent des demandes matérielles pour les soignés, comme le manque de couverts, de changes et de lits en bon état, mais aussi le besoin d'embauches, la titularisation des contractuels et la retraite à 55 ans pour pénibilité pour les soignants. Ceux-ci demandent aussi un autre exercice de leur métier. Ils sont opposés à la psychiatrie d'enfermement et à la réforme de la loi de 1990 avec ses injonctions de soins renforcés, son refus d'un suivi indépendant, la « garde à vue psychiatrique de 72 heures »

ainsi que l'hospitalisation et les soins sous contrainte qui risquent d'être généralisés.

La prochaine étape est d'obtenir – enfin – une réelle rencontre avec l'ARS, en maintenant la lutte et la forte solidarité qu'elle suscite au plus haut niveau.

Le 9 novembre, les Marchant ont participé au deuxième « pique-nique de la colère » organisé dans l'hôpital pédiatrique par les infirmières en manque de personnel et en proie à une souffrance au travail intolérable. Une jonction des luttes renforcera les uns et les autres face au ministère et au gouvernement. Il va sans dire que les Marchant sont de toutes les manif et blocages (aéroport, transports urbains, zones industrielles, etc.) contre la contre-réforme des retraites. Le NPA soutient activement leur lutte et gagnera avec eux et elles!

Correspondant



www.reporterre.net

Voici un petit site qui va agiter notre fibre écologiste ! Parce que la crise écologique est plus aiguë que jamais, parce que le monde va devoir changer et parce que l'on ne peut plus traiter l'écologie indépendamment de la crise sociale, il est urgent de prendre la mesure du chantier qui nous attend. Pour réfléchir à ces nouvelles questions et discuter des solutions, Reporterre veut être le forum de tous ceux qui imaginent le nouveau monde ! Vous le voyez comment, vous ? Nous on l'imagine déjà comme un monde où l'on arrêtera de détruire l'environnement et qui retrouvera l'idéal de la justice. Passons à l'action et écoutons les poumons de la planète battre paisiblement.

L'essai

CAPITALISME, DÉSIR ET SERVITUDE

Marx et Spinoza

Frédéric

Lordon

La Fabrique

éditions

213 pages

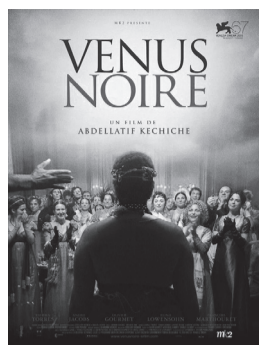
12 euros



La lecture de Spinoza n'est pas que le pré carré du nouveau directeur de France Inter. Le philosophe a l'audace de plaire aussi au « Professeur Lordon » comme on l'appelle chez Daniel Mermet. Dans cet essai, l'économiste revisite les fondamentaux de la soumission et s'interroge sur le fonctionnement du salariat aujourd'hui. Citant Spinoza et cette provocante sentence « Si quelque homme voit qu'il peut vivre plus commodément suspendu au gibet qu'assis à sa table, il agirait en insensé en ne se pendant pas », Lordon explore le mouvement qui anime aujourd'hui le prolétariat. Son obéissance joyeuse qui produit au salarié la satisfaction de ses désirs et dont le libéralisme tire les profits aboutira-t-elle à son émancipation ? Spinoza insiste sur la valeur et leur sens qui n'appartiennent pas aux choses mais sont produits par les forces désirantes qui s'en saisissent. Ce renversement de la pensée qui évoque le travail de René Girard sur le désir d'imitation, s'inscrit dans le champ large entre économie et philosophie. Frédéric Lordon, après avoir décortiqué les mécanismes du « faire faire » entrepreneurial et montré la situation mobile des salariés actuels, questionne un communisme où le désir et la liberté ne seraient pas punis, comme ils le furent dans le régime, ô combien long, du stalinisme, mais selon des principes plus proches de la pensée bakouninienne. Comme Michel Onfray, il rompt avec l'idée d'un grand soir car « la sortie des rapports sociaux du capitalisme ne nous fait pas sortir de la servitude passionnelle. »

Christophe Goby

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



CINÉMA

VÉNUS NOIRE
Abdellatif Kechiche

Kechiche raconte cette histoire vraie, du début du XIX^e siècle, c'est-à-dire avant la « colonisation » française en Afrique... Saartije est exhibée, à Londres puis à Paris, comme un phénomène de foire, puisque c'est une « négresse », et finit misérablement sa vie comme prostituée. Kechiche raconte froidement, recourt aux gros plans de visages comme Breughel, nous force à réfléchir sur le racisme, certes, mais aussi sur le spectacle (son film est dans la lignée des *Freaks* de Browning ou de la *Lola Montes* d'Ophüls). On se surprend à être troublés, nous, spectateurs du film... Du très grand art.

Paul Louis Thirard



MUSIQUES

HAYDE!

Boban I Marko Markovic
Orkestar
Makasound

En cette période de bouc émissaire facile et de politique anti-Roms électoraliste, il faut savoir retourner aux fondamentaux pour regarder les choses autrement. Cette fanfare tout en cuivres tziganes et en percussions jazzy hante depuis longtemps les films d'Emir Kusturica. Elle est devenue légendaire au fur et à mesure qu'elle traversait le vieux continent pour prêcher sa bonne parole festive. Avec ses douze musiciens, l'orchestre de Boban Markovic, désormais passé entre les mains de son fils Marko, maintient vivant le puissant et détonnant brassage culturel balkanique, malgré les cicatrices des guerres civiles et les nouveaux murs dressés par les nationalismes. Le petit label français Makasound nous propose enfin d'en goûter les saveurs explosives et parfois élégiaques avec ce CD en forme de best-of, et pour les plus chanceux sur scène près de chez eux.

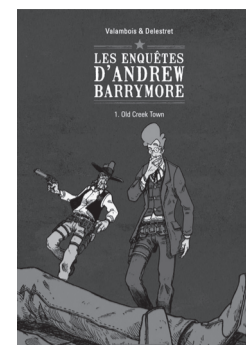
King Martov



LIVRES
LE CAMÉLÉON NOIR
Jake Lamar

Rivages/Noir / 10,40 euros
Lorsque Clay Robinette a accepté un poste d'enseignant à l'université d'Arden, dans l'Ohio, il n'avait plus tellement le choix : grillé en tant que journaliste après une affaire de bidonnage de sources, il lui fallait bien trouver un nouvel emploi. Il y retrouve un certain Reggie Brogus : révolutionnaire afro-américain dans sa jeunesse, fervent partisan de la lutte armée, il est devenu dans les années 1980, un ardent défenseur des valeurs conservatrices et patriotiques. Mais lorsque ce même Brogus débarque en pleine nuit pour lui annoncer qu'il a découvert le cadavre d'une étudiante, blanche de surcroît, dans son bureau, tout bascule. Avec ce roman, Lamar dissèque au scalpel le monde universitaire américain, son hypocrisie, son passé politique et les relations interraciales qui restent explosives. Une réussite.

Henri Clément



BD
LES ENQUÊTES D'ANDREW
BARRYMORE
Old Creek Town

Valambois, Delestret
Dargaud / 11,50 euros
Les aventures décalées d'un détective flegmatique dans l'Ouest américain. Andrew Barrymore débarque dans une petite ville avec ses lunettes et ses méthodes scientifiques pour résoudre le mystère d'un épicier assassiné. L'enquête est traitée sur un mode burlesque : le détective se permet de donner des conseils de drague au shérif (comme de raser sa moustache par exemple). Il dérange aussi la bonne société locale des notables qui seraient bien contents de le voir accuser et faire pendre le pauvre bougre de forgeron. Un mélange entre Sherlock Holmes et Les experts au XIX^e siècle, l'humour en plus.

Sylvain Pattieu

EXPOSITION

Beaubourg, Arman et la « rudologie »

À ceux que l'art contemporain dérouté ou exaspère, la rétrospective Arman présentée jusqu'au 10 janvier au centre Pompidou offre malgré elle une leçon de choses qui les instruira aussi bien sur cet artiste que sur l'esthétique de la classe dominante.

Né en 1928 et mort en 2005, Arman n'a dû sa rapide notoriété qu'au génie publicitaire de son ami et mentor Yves Klein, mort prématurément en 1962, après lui avoir montré la voie à suivre pour se faire connaître. Le premier avait certes étudié aux Arts Déco de Nice et à l'école du Louvre, mais il restait un expérimentateur parmi d'autres de l'expressionnisme abstrait alors en vogue jusqu'à ce que le second accumule des provocations qui l'inspireraient à son tour. Ainsi du manifeste de 1959 *Le dépassement de la problématique de l'art*, venant après une exposition de toiles monochromes, apparemment identiques sauf par les prix variés qui en étaient demandés, et une autre sur *Le Vide* où les murs nus de la galerie étaient censés suggérer les œuvres absentes. Après *Le Vide* de Klein, la même galerie présentait en 1960 *Le Plein* d'Arman, entassement d'ustensiles variés tirés des poubelles, projet « conceptuel » vite transformé en fonds de commerce.

Et Arman de multiplier les « cachets » au tampon encreur, les « allures » ou empreintes d'objets, les « poubelles », les « accumulations », puis les « colères » ou bris d'objets, les « coupes », les « brûlages », les « cristallisations » etc., matériaux peu coûteux, procédés répétitifs et discours pompeux qui lui permirent d'impressionner à bon compte une clientèle aisée en quête de nouveauté. Au risque de contradictions ou de résultats douteux : si ses vitrines garnies à ras bord de rasoirs électriques au rebut pouvaient à la rigueur passer pour de la « critique sociale » visant

la « société de consommation », ses entassements de dentiers ou de chaussures rapelaient surtout certaines images d'Auschwitz. Quant à ses accumulations ou coupes de pièces d'automobile réalisées pour Renault entre 1967 et 1969, elles ne cherchaient certainement pas à faire comparer les voitures produites par la Régie à des « poubelles », ni le constructeur à une « ordure » vis-à-vis de ses salariés. On le voit dans la salle de l'exposition consacrée à ces travaux-là, très léchés et « propres », il ne s'agissait là encore que de publicité, ce à quoi certainement Arman excellait. Depuis ce « para-artiste », comme il se définissait (non sans références à Duchamp, à ses ready made, etc.), jusqu'à Damien Hirst, le plus coté et le plus riche des artistes d'aujourd'hui, la filiation est évidente et la recette inchangée : exciter le snobisme et le réflexe d'achat des élites par les spectacles les plus rebutants, accumulations de cadavres de mouches,

élevages d'asticots, viandes pourrissantes... Avec les 450 kg de déchets par an qu'il laisse en moyenne à sa porte, selon les chiffres des spécialistes (les rudologues), chaque habitant de ce pays serait en mesure de « créer » à la façon d'Arman, d'exposer et de vendre des « ordures en conserve », si l'urgence n'était pas au contraire du côté des « 3 R » (réduire, réutiliser, recycler). Ainsi, que faire des 1600 tonnes de béton enveloppant 59 carcasses de voitures sur 20 mètres de haut de la « tour Arman » de Jouy-en-Josas ? À côté de ces déchets embarrassants, le développement d'un art de soumission à la classe dominante emballé dans les oripeaux d'une esthétique de combat, voilà en fin de compte ce que le « para-artiste » a laissé derrière lui de plus répugnant et de moins facile à éliminer.

Gilles Bounoure

La vie à pleines dents, 1960





(PHOTO THÉQUE ROUGE/MILO)

Chaque semaine, nous consacrons une page à la préparation du congrès du NPA qui aura lieu les 10, 11 et 12 décembre 2010. Cette semaine, nous publions les trois positions sur les alternatives à gauche.

POSITION 1

Pour un parti utile

À l'heure où est rédigée cette tribune, la mobilisation sur les retraites se poursuit. Elle n'est pas finie contrairement à ce qu'avaient pronostiqué certains médias ou les dirigeants de ce pays, même si elle n'est plus en phase ascendante. Incontestablement, au-delà du refus de la loi Woerth-Sarkozy, c'est un mouvement profond et durable qui s'est ancré dans le pays, et qui va rebondir. La rencontre interprofessionnelle et intergénérationnelle de dizaines de milliers de salariés, la conjugaison d'actions de blocages, de journées de grèves et de grèves reconductibles et la dimension unitaire ont permis cet ancrage. Mais surtout, le refus de l'injustice sociale, la conscience grandissante que la majorité de la population est en train de payer la crise des capitalistes, contribuent à rendre ce mouvement éminemment politique. C'est dans ce contexte que le congrès du NPA va se dérouler. C'est doublement une chance pour notre organisation dont les militantEs ont pris une part active à la mobilisation. D'abord parce que justement les membres du NPA ont milité partout à l'extension et à la convergence des luttes, quels que soient les cadres d'organisation,

syndicaux, interpro, collectifs unitaires, contribuant ainsi à la constitution d'un front unique le plus large possible. Le NPA a pu faire la démonstration concrète de son utilité dans un moment particulier, celui d'une mobilisation exceptionnelle: un parti en phase avec le mouvement social. Bien sûr, il ne s'agit pas d'exagérer notre rôle et il faut constater que le NPA, toujours en phase de construction, n'est pas encore suffisamment implanté pour peser comme il le souhaiterait, mais il a essayé de tenir son rôle de parti utile aux luttes.

Mais le NPA n'est pas que cela. C'est la deuxième opportunité que présente la période actuelle (crise du capitalisme, plans d'austérité et riposte sociale avec une exacerbation de la lutte des classes) pour notre congrès puisqu'elle nous oblige à nous poser des questions essentielles pour notre orientation politique:

- Quels liens entre mouvements sociaux et interventions politiques?
- Quelles pistes et propositions, quelle stratégie politique, dans ce contexte de crise majeure du capitalisme?

- Comment traduire dans ce contexte modifié par la force des mobilisations la perspective du rassemblement des anticapitalistes?

En effet, nous devons dans un premier temps poursuivre le rassemblement des anticapitalistes et, dans les jours et les semaines qui viennent, nous devons aussi, et c'est complémentaire, nous adresser à toutes ces équipes militantes combattives investies dans le mouvement. Plus que jamais il est essentiel d'avancer des propositions politiques alternatives, de rupture avec le système capitaliste, afin que le rejet du sarkozysme n'aille pas mourir dans la seule perspective d'une alternance social-démocrate.

C'est bien un projet alternatif anticapitaliste que nous devons publiquement mettre en débat, en nous appuyant sur le texte «*Nos réponses à la crise*».

Notre profil est clair: un parti utile aux luttes offrant une véritable alternative politique de rupture et indépendante du PS et de ses alliés.

POSITION 2

Se donner les moyens de faire gagner notre camp social

La crise du capitalisme ouvre une période instable où flux et reflux se succèdent dans la lutte des classes. La mobilisation sur les retraites bouleverse certains pronostics sur un reflux durable de la combativité et la pertinence de la perspective stratégique de la grève générale. Le congrès du parti doit armer les militants pour intervenir dans les luttes de classe avec l'objectif prioritaire d'implantation dans la classe ouvrière.

Préciser notre analyse de la politique des directions réformistes

Les directions syndicales ont paru à la fois accompagner la mobilisation, sans désavouer ouvertement les secteurs les plus radicaux, tout en restant demandeuses en permanence de négociations. En n'avançant pas le mot d'ordre de «retrait», en préférant défendre une «autre» réforme, en n'appelant pas à la généralisation de la grève, l'intersyndicale a refusé d'élever le niveau de l'affrontement là où le gouvernement avait placé la barre et où une fraction des salariés et de nombreuses équipes militantes semblaient prêtes à aller.

Le Front de gauche et le PS n'ont cessé de soutenir la politique

des directions syndicales tout en tentant de ramener la radicalité dans le cadre des institutions (référendum, 2012).

Cumulée à des dizaines d'années de reculs sociaux, aux dispositions antigèves, aux reculs profonds du mouvement ouvrier, la politique des directions réformistes n'a pas permis à la mobilisation d'aller vers un affrontement généralisé avec le pouvoir.

Une direction alternative pour les luttes

Si le NPA montre sa capacité à s'immerger dans la mobilisation, il ne pèse pas pour autant sur son cours car incapable d'imposer une stratégie alternative:

- Nous avons trop vite relativisé les arguments de fond: ce sont les salaires et l'emploi qui financent les retraites; nos mots d'ordre (37,5 annuités, taux plein) n'ont pas été portés suffisamment. Ces questions ont été au cœur de la mobilisation dans les secteurs en reconductible.

- La faiblesse de notre implantation dans les entreprises a accru nos difficultés à peser.

- Dans les secteurs où nous avons une influence, aucune stratégie

n'a été mise en place pour construire une direction alternative à l'intersyndicale nationale.

- Le NPA n'a pas fait progresser à une échelle large la remise en cause de la politique de l'intersyndicale, en raison des réticences d'une partie significative de la direction. Nous devons mettre en avant des mots d'ordre, des prises d'initiatives alternatives, une auto-organisation et des interpros comme moyens de donner confiance et de déborder les directions réformistes. Cela pose également la nécessité d'un large courant lutte de classe d'opposition dans les syndicats.

Le congrès doit permettre de franchir des caps dans cette direction. Au moment où des illusions électorales pour 2012 sont propagées par d'autres, en plein mouvement, au lieu d'insister sur l'illégitimité du pouvoir et la poursuite de la mobilisation, il était une erreur de proclamer abstraitement «une alternative anticapitaliste». C'est sur le terrain de la lutte de classe que notre camp social posera la question du renversement du capitalisme!

POSITION 3

Il y a un espace politique à gauche du PS!

Lors de la fondation du NPA, certains affirmaient qu'il représentait à lui tout seul l'espace politique à gauche du PS. Aujourd'hui, cette petite musique connaît une variante: il y a le Front de gauche, mais celui-ci va être satellisé par le PS. La preuve: le PCF gère les régions avec le PS. Quant au PG, c'est un peu plus compliqué, mais il finira par se rallier.

En somme, la vie politique est simple et ne change jamais. Cette posture implique l'isolement du NPA de toute tentative visant à rapprocher des forces à gauche du PS. Évidemment, les partenaires possibles n'ont pas la même clarté que le NPA, mais pour la Position 1, il n'est pas imaginable que les choses puissent bouger dans le bon sens, ce qui serait même dangereux, car cela pourrait «semer la confusion».

Cette posture apparaît sectaire et inefficace (voir bilan des européennes et régionales). Elle révèle aussi une vision négative de ce qui se passe dans le pays. Comme si l'accumulation des expériences ne produisait aucun effet, et que la clarification

stratégique ne résultait que de dénonciations.

Or, depuis les années 1990, «la gauche» traditionnelle est traversée de multiples contradictions et crises. D'une part, à cause des bilans catastrophiques des expériences gouvernementales. D'autre part, depuis l'écroulement des régimes improprement appelés «socialistes». De plus, les modifications profondes introduites par la mondialisation, la composition du salariat (féminisation), la crise écologique, la multiplication des espaces d'action et de réflexion (collectifs par thèmes, forum sociaux...) heurtent les routines bureaucratiques et impactent tous les partis. Le PCF surtout est en crise profonde, sans issue. Mais le mouvement est plus large. Des campagnes communes (TCE), des expériences de rapprochements sur le terrain, ont fait naître l'idée qu'un «front» commun était nécessaire pour résister au rouleau compresseur du capitalisme, et pour débattre des alternatives stratégiques pour contester l'hégémonie du PS et des orientations social-libérales. Il s'est passé beaucoup de choses, malheureusement instables: les «collectifs antilibéraux» de

2005, la naissance de la Fase, la rupture du PG avec le PS, la naissance du Front de gauche, la peur du PCF que ce Front de gauche ne devienne une force politique, le départ des communistes unitaires, etc. Nous vivons actuellement, avec le mouvement social anti-Sarkozy, une nouvelle phase dont témoignent les propositions d'Attac et Copernic.

Certes, des divergences importantes persistent dans cet espace à gauche qui se sont d'ailleurs manifestées dans le mouvement sur les retraites, sur les questions de rapport au PS, sur les exigences concrètes face à la crise capitaliste... Concept de République, effets délétères de la présidentialisation de la vie politique, place des luttes sociales dans les ruptures... Les controverses abondent. Mais ce débat a besoin d'être confronté à des expériences communes, à l'action. Le congrès du NPA doit affirmer la disponibilité du parti à prendre place activement dans ces processus à gauche du PS.

Lyon : riposte citoyenne.

Après la venue d'Hortefeux à Lyon, un déploiement de forces et des violences policières jamais vus à eu lieu. Le 20 octobre, la place Gabriel-Péri a été bouclée ; un jeune s'est jeté dans le Rhône pour échapper à la police. Il a été heureusement repêché. Le lendemain, ce fut au tour de la place Bellecour, lieu de départ d'une manifestation. Plusieurs centaines de personnes, principalement des jeunes, ont été emprisonnés de 13 à 19 heures à l'intérieur de la place : impossible d'en sortir ni d'être rejoint, utilisation par la police de grenades lacrymogènes, de canons à eau, prises d'identité sélectives (au faciès) avec photos, intervention du GIGN, hélicoptère volant à très basse altitude...
À l'issue de la manifestation, une camarade du NPA a pris contact avec le collectif unitaire retraités du Rhône pour envisager une riposte commune. Ce collectif, en association avec un autre regroupement (le Cirdel), a appelé à une première réunion le 25 octobre, puis une seconde le 29 qui a réuni 70 personnes représentatives de la plupart des forces politiques, syndicales et associatives du Rhône. Un communiqué, signé par l'ensemble des organisations, a été envoyé à la presse. Il a été décidé d'organiser fin novembre un meeting de témoignages des violences policières et de dénonciation de ce déploiement de forces qui bafouent les libertés démocratiques. Il est décidé, avec des membres du Syndicat des avocats de France et du Syndicat de la magistrature, un soutien juridique aux inculpés et envisagé une action en justice y compris à l'encontre des responsables de ces violences policières.

Opération blocages à Dijon

À l'appel du Collectif de lutte contre la réforme des retraites, une soixantaine de manifestants ont installé, le 3 novembre au matin, dès 4 heures, des barrages filtrants sur deux ronds-points d'accès à la zone industrielle de Dijon-Longvic. Des syndicalistes (CGT-transport, SUD, FSU, CNT, FSE), des militants du NPA, des habitantEs de l'Espace autogéré des Tanneries et des étudiants ont bloqué les camions et laissé passer les voitures, pendant près de cinq heures. L'appel à ne rien lâcher et le soutien aux grévistes passent bien : quelque 1 000 tracts ont été diffusés, très bien accueillis.

Après avoir ouvert les deux ronds-points, qui contrôlent l'accès à l'entrepôt pétrolier Total-Avia, les manifestants se sont dirigés vers le dépôt pour bloquer un train d'approvisionnement sur la voie ferrée et l'accès d'une vingtaine de camions-citernes. À l'intervention de la police, vers 10h30, le barrage a été levé sans heurts.

Le mouvement doit s'inscrire dans la durée : ne rien lâcher jusqu'au retrait de la loi de réforme des retraites !

Acharnement contre les postiers...

Le 2 novembre, la direction de la plateforme industrielle courrier (PIC) de Saint-Étienne-du-Rouvray (ancien centre de tri) a remis en cause les points d'accord déjà actés dans le conflit qui dure depuis le 12 septembre. Le soir, la grève a été votée à 80% par la brigade de nuit ! Le lendemain, un rassemblement a eu lieu devant la direction de La Poste. Pour se faire entendre, les manifestants, soutenus par des militants syndicaux et des étudiants, ont occupé le boulevard. Ils ont alors vu arriver une quinzaine de cars de flics et une dizaine de policiers de la BAC. Le rassemblement a été encerclé et les flics de la BAC ont enlevé violemment deux jeunes qu'ils ont accusés d'avoir donné des coups de pied dans une voiture. Visiblement ces jeunes étaient une cible prévue à l'avance car les flics n'ont arrêté aucun autre manifestant. Le rassemblement s'est alors déplacé vers le commissariat. Une militante de SUD y a déposé une plainte contre une voiture qui avait foncé sur les manifestants. Les deux jeunes sont restés en garde à vue pendant 24 heures. Les postiers seront attentifs et solidaires contre la répression.

... mais La Poste perd en justice.

C'est la fin d'une procédure judiciaire qui dure depuis trois ans. La Cour de cassation a rejeté le pourvoi de La Poste qui voulait supprimer un agent sur quatre affectés sur chaque machine de tri petit format. Il est donc maintenant possible et nécessaire d'exiger quatre agents par machine dans tous les centres de tri, comme à Rouen. Cela représente quinze emplois à Rouen, mais plusieurs centaines nationalement ! La lutte des agents de la PIC Rouen-Madrillet dure et certains agents cumulent déjà plus de 50 jours de grève. Pour les soutenir financièrement : SUD PTT (69 rue Saint-Julien, 76100 Rouen) a ouvert un compte : CCP 510665Z Rouen. Mention solidarité PIC.

RÉQUISITIONS

Une attaque contre le droit de grève



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

Quand il y a certaines grèves, tout le monde s'en aperçoit. Face au début de blocage de l'économie par la grève des raffineries, le pouvoir a mandaté les préfets pour qu'ils réquisitionnent les grévistes des raffineries ou dépôts de carburants de Donges, Gargenville et Grandpuits qui sont toutes des entreprises privées. C'est la première fois qu'une telle utilisation est faite de la loi de réquisition.

Les patrons avaient bien essayé de réquisitionner eux-mêmes en imposant le service minimum applicable dans une installation à risque mais la Cour de cassation a tranché clairement en leur défaveur : « l'employeur ne peut en aucun cas s'arroger le pouvoir de réquisitionner les salariés grévistes ».

Il restait donc la réquisition préfectorale prévue par le Code général des collectivités territoriales en cas d'urgence et en raison d'une « atteinte constatée ou

prévisible au bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publiques ». Cette disposition a été introduite en 2003 par un amendement gouvernemental, au beau milieu du débat sur la loi pour la prévention de la délinquance. Personne ne s'est rendu compte à l'époque que ce petit amendement était une attaque directe contre le droit de grève. Alors que la droite vocifère pour dire que la démocratie n'appartient pas à la rue, l'adoption d'une loi attaquant le droit de grève sans que personne n'en débattenne montre à quel point elle n'est en tout cas pas au Parlement... Le gouvernement de l'époque et son ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, savaient en tout cas, eux, ce qu'ils faisaient.

Les recours aux tribunaux administratifs contre ces réquisitions ont permis d'empêcher que le préfet instaure à la raffinerie Total de Grandpuits un service normal plutôt que le « service minimum que

requièrent les seules nécessités de l'ordre et de la sécurité publiques », conformément à une décision du Conseil d'État de 2003 qui avait estimé que la réquisition de toutes les sages-femmes en grève d'une clinique portait « une atteinte grave à la liberté fondamentale que constitue le droit de grève ». Les tribunaux administratifs n'ont donc autorisé la réquisition que d'un nombre limité de salariés. Et le gouvernement a dû envoyer ses flics à Grandpuits pour imposer brutalement l'application de l'arrêté et obliger les salariés réquisitionnés à charger les camions-citernes de carburant.

Une telle attaque aurait dû recevoir une réponse à la hauteur, comme une visite conjointe des secrétaires généraux des confédérations syndicales à la raffinerie de Grandpuits ou toute autre initiative de cet ordre afin de protéger et soutenir les grévistes.

Constatant que ce n'était pas fait, le NPA a proposé une déclaration commune aux partis et organisations de gauche pour défendre le droit de grève. Le PS n'a pas répondu. Le PG, Alternative libertaire, les Communistes unitaires, la Fase, les Alternatifs, le PCOF et la Gauche unitaire étaient d'accord pour signer. Le PCF et les Verts ont refusé parce que les signataires étaient insuffisants. À la suite de ces refus, le PG, la Fase et les Communistes unitaires se sont retirés. Il n'y a donc pas eu de déclaration commune pour la défense du droit de grève, alors que les grévistes de Grandpuits avaient à ce moment un besoin urgent d'un soutien unitaire sans faille.

Patrick Le Moal

Londres anticapitaliste

Dimanche 31 octobre a eu lieu un important colloque national au King's College of London, une des principales universités londonniennes. Organisé par le réseau Education Activist Network, dont le Socialist Workers Party (SWP) est la principale force d'organisation, et soutenu notamment par le premier syndicat étudiant, le National Union of Students (NCUS), et la section londonienne du syndicat des enseignants du supérieur, l'University and College Union (UCU), ce colloque préparait la manifestation nationale du 10 novembre à Londres, première étape vers une mobilisation espérée d'ampleur contre les coupes budgétaires de 79% prévues dans le Supérieur. Le public était composé de nombreux délégués étudiants ou enseignants venant de toute

l'Angleterre, et environ 400 militants assistèrent avec enthousiasme aux nombreuses prises de parole. Alan Whitaker, le président de l'UCU, puis John Mc Donnell, parlementaire et membre de la gauche du Labour, ont ouvert le colloque avec des discours combatifs qui, espérons-le, n'étaient pas adaptés au public mais sincères.

De nombreux ateliers ont aussi eu lieu comme « L'université dans un monde libéral » dans lequel intervenait Stathis Kouvelakis, enseignant au King's College et membre du NPA.

Mais le moment que tous les militants attendaient était le meeting de l'après-midi sur « L'austérité et les résistances en Europe ». Un syndicaliste du métro londonien, en lutte depuis plusieurs semaines contre les suppressions de postes,

fut très applaudi avant qu'Alex Callinicos, enseignant au King's College et dirigeant du SWP, ne fasse le lien entre la crise du capitalisme et les politiques libérales menées partout en Europe. Après les discours d'une étudiante autrichienne sur les occupations des universités en 2009 et d'un étudiant grec sur les grèves contre l'austérité la même année, je fus invité à prendre la parole pour parler de la lutte sur les retraites, des formes d'auto-organisation, des obstacles des directions syndicales, de la solidarité de classe retrouvée et des manifestations nationales à plus de 3 millions. Ce fut un moment important de partage d'expériences et les travailleurs français ont été longuement ovationnés par une salle debout et chantant : « Tous ensemble, tous ensemble ! »

Julien Sergère

Libérez Youssef !

À Marseille, le 4 novembre, nos camarades de l'union départementale (UD) de la CGT ont appris que Youssef Moujane avait été placé en détention par la police de l'air et des frontières (PAF). Pendant de trop longues heures, nul n'a pu savoir où il se trouvait. Coupé de ses proches et de ses amis, Youssef est ainsi resté prisonnier des geôles de l'État français, sans aucun contact avec celles et ceux qui pourraient l'aider. Il est maintenant dans le centre de rétention et est passé devant le juge des libertés au tribunal de grande instance de Marseille, samedi 6, qui a confirmé son expulsion.

Youssef Moujane, Marocain de 33 ans, vivait à Nice où il est arrivé en 2002. Étudiant à l'université de Nice pendant trois

ans en langues étrangères, il n'a pu obtenir de diplôme et est ainsi devenu « sans-papiers », selon les lois xénophobes en vigueur dans notre « République », qui ont empêché sa régularisation et l'ont conduit à recevoir une obligation de quitter le territoire français (OQTF).

Pourtant, Youssef Moujane a étudié et travaillé dans les Alpes-Maritimes, il s'est investi activement dans le collectif CGT des travailleurs sans papiers des Alpes-Maritimes : il fait ainsi pleinement partie de notre société, au même titre que chacune et chacun d'entre nous. Il vit ici, ses attaches familiales et son projet professionnel sont ici.

Le NPA06 s'insurge contre cette arrestation. Nous dénonçons la répression croissante des forces de l'ordre et des autorités

dont sont victimes les sans-papiers, mais aussi les demandeurs d'asile et les étrangers, dans la société chaque jour plus sécuritaire et xénophobe de Sarkozy.

Nous rappelons que les Alpes-Maritimes constituent à la fois le laboratoire, mais aussi la pointe extrême de cette politique raciste, qui instrumentalise la question des étrangers pour semer la haine dans les consciences, au moment précis où le gouvernement détruit les uns après les autres les droits sociaux et les libertés issus de la Libération.

Nous nous joignons à la demande de l'UD CGT des Alpes-Maritimes pour exiger la libération immédiate de Youssef.

Antonio Molfese et Ève Galliano

Interpro à Tours : on lâchera rien !

À l'appel de l'assemblée générale (AG) interpro de Tours, regroupant syndicalistes (CGT, CNT, FSU, Sud-Solidaires, etc.) et non-syndiqués, travailleurs, étudiants, lycéens, chômeurs, retraités, a eu lieu le 6 novembre une première rencontre nationale interprofessionnelle de mandatées des AG qui se tiennent partout en France.

À ce moment décisif de la lutte contre la réforme des retraites, où le gouvernement et les médias annoncent la fin de la mobilisation, alors que les actions de blocage et de solidarité sont menées dans tout le pays pour appuyer les secteurs en lutte, l'objectif de cet appel était de coordonner l'action à une échelle plus large que celle des structures locales et se doter d'un outil permettant d'échanger les expériences locales diverses et variées et d'organiser la lutte au-delà de l'échelle locale.

Cette rencontre a connu la participation de délégations de Laval, Le Havre, Angers, Béziers, Saint-Étienne, Roanne, Chambéry, Nantes, Angoulême, Cognac, Bayonne, Chinon, Nîmes, Tours, Saint-Denis, Rouen, Champigny, Paris-Est, Paris-Centre, Paris 5^e-8^e-10^e, Vannes, Lille, Grenoble et Nancy (étaient excusées les villes de Aubenas, Agen, Brest,

Rennes, Montpellier et Sarlat). La rencontre a commencé par un tour des villes qui a permis de mettre en avant des caractéristiques largement partagées, un peu partout en France, et ce à plusieurs niveaux : actions de blocage plusieurs fois par semaine ayant un succès franc malgré le boycott par les médias ; motivation importante au sein des AG où les militants ne veulent rien lâcher ; absence dans plusieurs villes de soutien des intersyndicales malgré l'implication des équipes militantes combattives (notamment SUD et CGT).

Après un débat général sur la situation et les perspectives communes possibles, des actions ont été décidées collectivement, en plus des actions de toutes natures qui se déroulent localement au quotidien :

- une action symbolique le 11 novembre à 11 heures pour l'abrogation de la loi et en hommage aux morts au travail avant la retraite ;
- une journée d'action de blocage économique le 15 novembre ;
- une action symbolique consistant à brûler le texte de loi le jour de sa promulgation.

La prochaine rencontre aura lieu le 27 novembre à Nantes.

Mahmoud Tawri



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

Le maire de Marignane au bon souvenir de l'OAS

Le NPA Est Étang-de-Berre dénonce la décision du maire de Marignane (Bouches-du-Rhône), présentée au conseil municipal du 27 octobre, de réimplanter la stèle des nostalgiques d'une Algérie française qui n'a jamais existé et qui n'existera jamais. Le but de cette décision est clairement la récupération d'un électorat d'extrême droite, qui avait permis son élection, en vue des prochaines cantonales et municipales. Nous nous étonnons aussi de le voir prendre cette décision alors que le recours en cassation engagé par l'Amicale pour la défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus et exilés politiques de l'Algérie

français (Adimad) n'a pas encore été examiné. D'autres raisons sont aussi à l'origine de notre engagement à lutter contre cette réimplantation. D'une part le maire s'était engagé au moment de l'enlèvement de la stèle à faire ériger à son emplacement un monument dédié à l'ensemble des morts de la guerre d'Algérie. Mais aujourd'hui, cédant à la pression, il rétablit la stèle de la honte, celle des nostalgiques du colonialisme, oubliant ainsi toutes les victimes de celui-ci.

D'autre part les engagements pris entre la mairie et l'Adimad ne sont pas de nature à nous satisfaire. En effet, rien n'empêchera les commémorations à

la mémoire des activistes de l'OAS fusillés pour leurs actions contre la République, en particulier le dépôt de gerbes sur lesquelles figureront les portraits de ces activistes, gerbes qui avaient déjà souillé le cimetière municipal. De même, les inscriptions retenues ne vont nullement dans le sens d'un apaisement entre la France et l'Algérie près de 50 ans après la fin de cette guerre. Que sont devenues pour le maire les victimes des jusqu'aux-boutistes de l'Algérie française ?

Devant cette manipulation politicienne et historique, le NPA Est Étang-de-Berre s'engage à participer à toute action destinée à obtenir l'empêchement

définitif de cette stèle sur le territoire de la commune de Marignane, mais aussi partout en France.

En épilogue de ce pitoyable conseil municipal du 27 octobre, l'explication de vote du responsable du groupe des élus PS de Marignane : « Si l'Algérie était restée française, les membres de l'OAS auraient-ils été des héros ou des traîtres ? Si nous avions perdu la Seconde Guerre mondiale, Jean Moulin, Papon, Bousquet auraient-ils été des héros ou des traîtres ? »

Scandale idéologique sans nom.
Michèle Biot

en bref...

Agression inadmissible. Alors qu'il venait de mettre en place des panneaux de soutien aux actions contre la loi sur les retraites dans un pré bordant la RN 20 à Ornolac (Ariège), Philippe Chaix a échappé de justesse à un véhicule qui lui a foncé dessus. Ce véhicule était conduit par une habitante du village, favorable au gouvernement actuel. Philippe Chaix a signalé les faits à la gendarmerie. Le comité ariégeois du NPA apporte son soutien à son camarade et dénonce l'attitude haineuse de son agresseuse.

Semi-victoire des antinucléaires. Le 3 novembre, le tribunal de Mont-de-Marsan (Landes) a reconnu coupables mais a acquitté les sept militants du collectif « Non au missile M51 » qui avaient occupé un radar du centre d'essai de lancement de missiles (CELM) de Biscarrosse le 1^{er} décembre 2009 (voir *Tout est à nous !* n° 70). Depuis 2006 et le premier essai du missile nucléaire M51, les membres du collectif

tendent d'empêcher ces tirs d'essai en intervenant physiquement sur les lieux du tir ou en essayant de perturber le bon fonctionnement des instruments de mesure du CELM. Ils dénoncent ainsi la violation délibérée, par la France, des accords et traités internationaux en matière d'armement nucléaire.

La France, qui a ratifié (tardivement) le Traité de non-prolifération des armes nucléaires, s'était ainsi engagée à rentrer dans la voie du désarmement nucléaire et à ne pas attribuer de nouvelles missions à son armement nucléaire. Elle bafoue pourtant ces lois en modernisant son arsenal, avec des armes de performance et de portée plus importantes.

La dispense de peine des sept militants, sans être tout à fait satisfaisante pour leur avocat, renforce la détermination des antinucléaires à mener toutes les actions non violentes nécessaires, pour obtenir l'application du droit international.

Creil l'agitée. À Creil (Oise), au sortir de la manifestation du 6 novembre, une assemblée générale interprofessionnelle a fait naître le Collectif local d'agitation creilloise (Clac). Ce collectif fait suite à l'appel d'une quinzaine de citoyenNES, membres ou non d'organisations politiques et syndicales, désirant mobiliser la population, sans suivre forcément les mots d'ordre nationaux. Alors que le bassin creillois est le théâtre de nombreux combats de travailleurs (sans-papiers, usines menacées de fermeture), ce collectif citoyen est une réponse adéquate à ceux qui veulent faire taire la contestation populaire.

Pendant quelques numéros, *Tout est à nous !* sera imprimé sur un papier plus fin que d'habitude. Ce changement est dû à des difficultés d'approvisionnement en papier ordinaire. Nous espérons pouvoir résoudre ce problème au plus vite.

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|

N° DE COMPTE
|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

CLÉ RIB
|_|_|_|

Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
.....
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- | | | |
|-----------------|--|---|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois 28 euros | <input type="checkbox"/> 1 an 56 euros |
| Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois 22 euros | <input type="checkbox"/> 1 an 44 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois 50 euros | <input type="checkbox"/> 1 an 100 euros |

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- | | | |
|-----------------|--|--|
| Hebdo | <input type="checkbox"/> 6 mois 20 euros | <input type="checkbox"/> 1 an 40 euros |
| Hebdo + Mensuel | <input type="checkbox"/> 6 mois 38 euros | <input type="checkbox"/> 1 an 76 euros |

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

1 sur 5

Plus d'un jeune sur cinq (21 %) de 18 à 25 ans vit en France sous le seuil de pauvreté c'est-à-dire avec moins de 950 euros par mois. C'est ce que révèle le rapport annuel du Secours catholique qui constate qu'ils sont de plus en plus nombreux et représentent 11% des personnes accueillies par ses centres. Parmi ces jeunes pauvres, on trouve des chômeurs mais aussi beaucoup de CDD ou d'intérimaires. Les jeunes sont les premiers à être jetés dans la précarité par la crise. Ceux qui sont sortis du système scolaire ne connaissent que des périodes de chômage, de stages ou, au mieux, de CDD. C'est ce qui explique leur participation massive au mouvement contre la loi sur les retraites.

Agressions fascistes à Nancy.

Le 28 octobre, à l'occasion d'une manifestation unitaire, le préfet de Meurthe-et-Moselle a été interpellé – pour le moment sans résultat – pour mettre fin aux agressions perpétrées par un groupuscule d'extrême droite. Depuis plus d'un an, celui-ci sévit à Nancy et il intensifie ses actions depuis deux mois. Lors de manifestations contre les retraites, de soutien aux sans-papiers ou au cours de cercles du silence, cette bande n'hésite pas à venir agresser les militants. Ses membres se sont rendus responsables de saccages d'appartements ciblés. Ils pratiquent des ratonnades à caractère homophobe, antisémite et raciste à toute heure du jour et de la nuit en choisissant une personne isolée qu'ils molestent, armés de poings américains ou de matraques télescopiques. Deux jeunes filles, au moins, ont dû être hospitalisées dont une étudiante en fauteuil roulant. Plusieurs plaintes ont été déposées.

Ces actes ignobles sont encouragés par le climat nauséabond présent aujourd'hui en France. Les arrestations de Roms et la politique systématique d'expulsion des sans-papiers renforcent les sentiments racistes. Les violences policières lors des dernières manifestations montrent un bien mauvais exemple à certains extrémistes qui veulent « casser du

manifestant ». À Nancy de nombreuses organisations sont prêtes à unir leurs forces pour combattre cette montée du fascisme. Elles considèrent qu'une réaction déterminée et massive permettra de mettre fin aux agissements violents de ces nostalgiques des régimes fascistes. Le groupuscule a déposé une demande de manifestation à Nancy pour le 13 novembre 2010. Cela n'est pas acceptable. Un large collectif unitaire tente d'intervenir pour s'opposer à cette nouvelle provocation.

Areva vers la privatisation.

Le gouvernement organise actuellement avec difficulté une nouvelle ouverture du capital du groupe Areva pour un montant de 3 milliards d'euros. Le groupe, leader mondial du nucléaire, employant 48 000 personnes dans le monde, est actuellement détenu à 90% par l'État. Les fonds souverains du Qatar et du Koweït ainsi que le conglomérat japonais Mitsubishi sont sur les rangs tout en restant hésitants. La construction d'une centrale nucléaire EPR en Finlande se révèle être un gouffre financier pour Areva qui a un besoin urgent d'argent. Areva a déjà vendu, en décembre 2009, sa filiale de distribution électrique T&D pour 4 milliards d'euros, provoquant de nombreux licenciements. Non seulement le gouvernement mise à

fond sur l'impasse de la filière nucléaire – sans se préoccuper du problème des déchets radioactifs ni de l'énorme prix du démantèlement des centrales en fin de vie – mais aujourd'hui il la privatise.

Service public de l'eau.

La municipalité PS de Millau (Aveyron) a obtenu après négociation avec Veolia, une baisse de 32% sur sa facture d'eau, soit une économie de 120 000 euros par an. Cela donne une idée du minimum de ce qui peut être fait quand on ne laisse pas libre cette multinationale de faire des profits en surfacturant ses clients par l'utilisation du bien commun qu'est l'eau. La municipalité s'est appuyée sur la possibilité donnée dans son contrat de renégocier tous les cinq ans. C'est une différence avec ce qui se passe en Île-de-France où Veolia a pu obtenir le renouvellement de son contrat de dix ans avec une réduction de seulement 10% limitée aux seules communes qui consomment le plus. Dans de nombreuses communes les contrats avec Veolia arrivent à échéance. Il faut saisir ces occasions pour se mobiliser pour la fin de la délégation de service public à Veolia et le retour à une gestion en régie publique par la municipalité avec la réembauche dans ce service public de l'eau des salariés de Veolia concernés.

Très forte grève à Pôle emploi.

La grève de Pôle emploi, mardi 9 novembre, a été suivie par plus de 50% (chiffre des syndicats dans la matinée) des 49 000 salariés et 400 sites ont dû fermer leurs portes ce jour-là. Les employés étaient en grève contre les suppressions d'emplois, pour leurs conditions de travail et l'amélioration de l'accueil des chômeurs. Leur travail est rendu impossible par l'augmentation importante du nombre de demandeurs d'emploi. Chaque agent doit suivre 150 dossiers individuels mais ce chiffre atteint parfois 200 voire 400 dossiers, alors que l'objectif donné au moment de la fusion ANPE-Assedic était de 30 à 60 dossiers par agent. Il s'ensuit des rendez-vous de plus en plus espacés ou remplacés par des contacts avec un répondeur vocal téléphonique souvent injoignable. Les employés sont démoralisés par leur manque de moyens pour aider les chômeurs et subissent constamment la pression de leur hiérarchie qui cherche plus à fliquer les chômeurs qu'à leur trouver du travail. Dans ce contexte la direction a annoncé la suppression de 1 800 postes (1 500 CDD et 300 CDI) ce qui constitue une véritable provocation du gouvernement.

Attaques insidieuses contre l'assurance-maladie.

Le gouvernement vient de décréter une baisse de 1,4% des indemnités journalières en cas de maladie, accident de travail ou congé maternité. Il l'a fait en douceur au beau milieu du week-end de la Toussaint, en modifiant le mode de calcul des indemnités. Le montant brut maximum passera ainsi de 48,08 euros à 47,42 euros. Par ailleurs, l'assurance maladie vient de signer un accord avec ses médecins-conseils leur permettant de recevoir une prime de 2% de leur salaire s'ils contribuent à la diminution des arrêts de travail ou de la prescription de certains médicaments comme les statines en contrôlant les médecins. Ainsi, on essaye d'acheter ces médecins-conseils par des primes pour qu'ils adoptent une approche comptable et abandonnent leur indépendance de jugement médical. D'autres attaques de ce genre sont en préparation dans le cadre de la discussion en cours au Parlement sur le projet de loi sur le financement de la Sécu où le gouvernement entend faire payer le déficit aux malades et aux assurés plutôt qu'au revenu du capital.

JEUNES ÉDUCATEURS en grève



Les éducateurs stagiaires de l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse en grève le mardi 9 novembre pour défendre une formation de qualité. Article à suivre dans le prochain numéro. (C. Saint-Marc)

NO COMMENT

Avec cette décision, la France est fidèle à sa tradition républicaine de l'asile, et à son héritage de solidarité avec les minorités religieuses présentes en Orient depuis deux millénaires, et qui sont aujourd'hui les victimes d'une violence abjecte et inhumaine.

ÉRIC BESSON.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®